

# SPORE

Le magazine  
du développement  
agricole et rural  
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

**INTERVIEW**  
Sithembile  
Mwamakamba,  
Avocate des femmes  
et des jeunes paysans

**N°161**  
DÉCEMBRE 2012-JANVIER 2013

RECHERCHE

**Public-Privé, un  
partenariat équitable ?**

FILIÈRE

**Une passion piquante**

LES CORRIDORS DE CROISSANCE AGRICOLE

**De nouvelles perspectives  
de débouchés?**







COLLECTION  
**PRO-AGRO**

Disponible  
au CTA

# Pro-Agro: Le manuel agricole de référence

Tous les savoir-faire essentiels pour  
l'agriculteur des pays tropicaux et  
subtropicaux

## RECHERCHE



**Public-Privé,  
un partenariat  
équitable ?**

4

À LA UNE

## SITHEMBILE MWAMAKAMBA



**Inciter les jeunes  
à s'engager dans  
l'agriculture**

12

INTERVIEW

## Éditorial

De l'importance  
de la recherche

Relever le défi de nourrir neuf milliards d'individus d'ici 2050 en tenant compte du changement climatique, d'un contexte socio-économique mondial changeant et de la diminution constante des ressources naturelles, nécessite de développer la recherche et des partenariats innovants au-delà de ce qui a été fait à ce jour. La recherche traditionnelle, menée en laboratoire ou centre de recherche, et les publications dans des revues académiques ne sont plus suffisantes. Nous ne relèverons pas non plus ce défi si le peu de surplus que les agriculteurs arrivent à produire, lorsque les conditions climatiques sont bonnes, est vendu à des prix insignifiants à quelques rares acheteurs. Il faut que la recherche et les partenariats répondent aux contraintes auxquelles les petits agriculteurs doivent faire face tout au long de la chaîne de valeur. Il s'agit d'améliorer la productivité, de réduire les pertes après récolte et de développer la transformation, le transport et la commercialisation des produits. Alors, il sera possible d'augmenter les revenus des agriculteurs et d'assurer la sécurité alimentaire pour tous.

Plusieurs sommités internationales du monde de la recherche agricole se sont retrouvées lors de la seconde Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD 2), qui s'est tenue fin octobre à Punta del Est en Uruguay, et se sont penchées sur ces problématiques.

Sous le thème « Prospective et partenariats pour l'innovation et amélioration des conditions de vie des petits producteurs », ils ont discuté d'une réorganisation de la recherche pour qu'elle réponde de manière plus adéquate aux besoins des agriculteurs et qu'elle renforce l'efficacité des chaînes de valeur agricoles. En rassemblant les différents acteurs - chercheurs, experts en éducation et vulgarisation, fonctionnaires, membres de la société civile et du secteur privé - la conférence a mis en évidence le besoin de mettre en place des partenariats innovants à tous les niveaux et de développer les compétences des femmes et des jeunes, afin que l'on puisse assister à un changement en profondeur du secteur agricole.

Le CTA a organisé un événement parallèle à la conférence GCARD 2 - *Gestion de l'eau pour l'agriculture et l'alimentation dans les pays ACP* - lors duquel ont été abordées diverses questions liées à la sécurité de l'eau, au changement climatique, à la croissance verte, au genre et à la jeunesse.

Michael Hailu  
Directeur du CTA



LES CORRIDORS DE  
CROISSANCE AGRICOLE

**De nouvelles  
perspectives de  
débouchés ?**

13

DOSSIER

4 | À la une

6 | Actualités

7 | Agriculture

8 | Élevage et pêche

9 | Environnement

10 | Recherche

11 | Entreprise et commerce

12 | Interview

13 | DOSSIER

**Les corridors de croissance agricole : de nouvelles perspectives de débouchés ?**

Les petits exploitants peuvent-ils bénéficier des nouvelles "autoroutes commerciales" en Afrique ?

17 | Point de vue

**Mark Pearson : Une nouvelle vision pour les corridors commerciaux africains**

L'amélioration du commerce et de la compétitivité en Afrique de l'Est et australe.

18 | REPORTAGE

**Mozambique : Le corridor de Beira sur de bons rails**

Les investissements privés transforment l'agriculture dans le corridor de Beira.

20 | FILIÈRE

**Le piment fort : une passion piquante**

21 | Publications

25 | Agir avec le CTA

**SPORE** est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067

• E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Michael Hailu • COMITÉ DE RÉDACTION : Thierry Doudet, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard, Isolina Boto, Vincent Fautrel, José Filipe Fonseca, Krishan Bheenuck • MARKETING : Thérèse Burke • RÉDACTION : Directeur de la rédaction et Rédacteur en chef de la version française : Joshua Massarenti • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milano, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, UK • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ana Gloria Lucas, Rua Aura Abranches 10, 1500-067 Lisboa, Portugal • CORRESPONDANTS : ont participé à ce numéro E. Aidasso (Bénin), O. Alawode (Nigeria), B. Bafana (Zimbabwe), M. M. Buckens (Belgique), T. P. Cox (UK), O. Djibo (Niger), W. Gibbings (Trinité et Tobago), G. Kamadi (Kenya), J. Karuga (Kenya), O. Kiishweko (Tanzanie), M. Konte (Sénégal), P. Luganda (Ouganda), A. Matho (Cameroun), M. Mohale (Lesotho), A. Moorhead (Fidji), C. Nfongang (Cameroun), P. Pink (Jamaïque), V. Prasad (Fidji), S. Rantra (France), O. Rodrigues (Cap-Vert) et F. Tafuna'i (Samoa), E. Xavier (Timor Leste) • AUTRES CONTRIBUTEURS : ISO Translation & Publishing, S. Federici, F. Mantione, C. Pusceddu, G. Zati, N. Brynaert, D. Manley, D. Juchault, H. Adams • DESIGN : Intactile DESIGN, France • MISE EN PAGE : Lai-momo, Italie • IMPRESSION : Pure Impression, France • © CTA 2012 - ISSN 1011-0054

# Public-Privé, un partenariat équitable ?

Depuis une dizaine d'années, les multinationales agro-alimentaires prennent une part grandissante aux activités de recherche agricole dans les pays ACP, concluant souvent des partenariats avec les instituts de recherche publics, en manque de financements. De là à leur dicter la loi ? C'est l'avis de nombre d'organisations paysannes et d'ONG qui pointent du doigt le fait que ces partenariats portent quasi exclusivement sur des produits de rente, souvent génétiquement modifiés, ignorant les besoins des agriculteurs locaux et posant en outre un défi de taille pour les pays en terme de propriété intellectuelle.

Cette percée de l'agrobusiness dans la recherche publique agricole des pays ACP, encore difficilement quantifiable, n'en est pas moins réelle, suivant ainsi une tendance généralisée déjà dans les pays industrialisés. Elle s'inscrit dans un contexte d'érosion des dépenses de recherche agricole publiques, en particulier en Afrique. Bien que la situation se soit améliorée depuis 2000, des défis considérables freinent le développement de la recherche agricole africaine, estime l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Tout d'abord la croissance des investissements – 20 % entre 2001 et 2008 – ne concerne qu'une poignée de pays sur les 32 pays étudiés par l'IFPRI, à savoir le Ghana, le Nigeria, l'Ouganda, le Soudan et la Tanzanie. En outre, ces fonds ont en majeure partie servi à relever les bas salaires et à réhabiliter l'infrastructure après des années d'abandon. Au même titre que la fuite des cerveaux, le vieillissement du groupe des chercheurs hautement qualifiés et chevronnés constitue un défi plus redoutable encore, vu le nombre important de cadres supérieurs qui prendront leur retraite dans les dix prochaines années. Enfin, en 2008, seuls huit des pays étudiés, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burundi, le Kenya, Maurice, la Mauritanie, la Namibie et l'Ouganda ont consacré à la recherche plus de 1 % de leur PIB agricole, l'objectif fixé par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour favoriser les investissements dans le secteur agricole, ce dernier a mis en place le PDDAA ou « Programme détaillé du développement de l'agriculture africaine », dont le quatrième pilier, consacré à la recherche, a été confié au Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Cette organisation s'est vue mandatée pour coordonner la recherche agricole entre organismes nationaux, sous-régionaux et internationaux.

Pour pallier ces insuffisances, les centres de recherche (que ce soit un centre national, régional ou international, une université ou une ONG) recourent de plus en plus à des partenariats avec le secteur privé. Pour les premiers, l'objectif est l'augmentation de la production agricole et l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs ; quant au privé, il

recherche avant tout la rentabilité financière. De tels partenariats publics-privés (PPP) ont leur lot d'avantages : outre l'apport de ressources financières complémentaires, ils permettent aux chercheurs locaux de développer leurs compétences et d'instaurer de bonnes conditions de valorisation des recherches. Ils permettent également un échange de savoirs et d'identifier de nouveaux domaines de recherche.

Ainsi, au Kenya se concentrent quelque grands centres de recherche d'organisations internationales comme l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) ou le Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF). Une situation qui, selon l'IFPRI, s'explique par une masse critique de chercheurs et de financements publics, facteurs clés pour attirer les géants de l'agrobusiness, que ce soit Monsanto, Syngenta, DuPont ou des fondations comme Rockefeller, Bill et Melinda Gates ou, tout récemment, Google. Ainsi, Syngenta – un des leaders mondiaux de la protection des cultures – travaille avec l'Institut de recherche agricole kenyan KARI pour produire un maïs génétiquement modifié dans le cadre du Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT). En Côte d'Ivoire, c'est Nestlé qui a pris l'initiative en lançant son *Cocoa plan*. Le groupe suisse a ouvert à Abidjan un centre de recherche et développement qui travaille en étroite collaboration avec une trentaine de coopératives, plus de 18 000 producteurs et le Centre national de recherche agronomique (CNRA) pour améliorer la qualité et la productivité des cacaoyers (voir Spore n°160). Pour la Côte d'Ivoire, affectée par une forte dégradation de la productivité de ses plantations à laquelle s'ajoute une désorganisation de la filière café-cacao qui représente environ 20% du PIB, il y a urgence. Pour Nestlé, il s'agit de sécuriser son approvisionnement en matière première. D'autres PPP sont lancés sur les nouvelles filières comme les produits biologiques. C'est le cas notamment dans les Caraïbes. En République Dominicaine un accord de partenariat public-privé a été conclu entre l'Institut dominicain de recherche agricole et forestière (IRDIAF) et la Coopérative Francisco del Rosario (CFRS) pour la production de bananes respectant le label bio. ►



## ► Vers des partenariats équitables ?

Dans le domaine de la biotechnologie, les droits de propriété intellectuelle (PI) représentent un enjeu majeur pour les centres publics qui participent à des programmes de recherche avec le privé. Les variétés obtenues par les agriculteurs sont considérées comme faisant partie du domaine public, tandis que les variétés développées dans les organismes de recherche (publics ou privés) sont de plus en plus souvent protégées par des brevets. Le FARA, expliquait déjà en 2008 son Directeur exécutif, Monty Jones, est particulièrement préoccupé par les effets de la PI sur l'accès aux semences et aux connaissances requises pour la recherche et le développement. Les instituts nationaux de recherche agricole ont été créés afin de mener la recherche sur les produits prioritaires de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi que sur la gestion des ressources naturelles au niveau de leurs pays respectifs. Ces produits sont des éléments importants de l'alimentation et de la nutrition des paysans pauvres même s'ils n'ont pas nécessairement de valeur commerciale. Les exigences de la PI sur les instituts nationaux de recherche agricole, financés sur fonds publics, peuvent réorienter leurs recherches vers des produits plus rentables au niveau commercial, mais qui ne répondent pas nécessairement aux enjeux agricoles et nutritionnels de leurs propres pays. Cependant, ces instituts peuvent aussi en tirer des bénéfices. La PI leur permet en effet de protéger, d'une part leurs droits à utiliser leurs inventions et d'autre part, les efforts qu'ils fournissent pour assurer la protection du savoir local ainsi que celle des cultures à faible valeur commerciale telles que les légumineuses et les tubercules.

Sur le terrain, des PPP équitables ont été menés dans le domaine de l'environnement. Ainsi, dans les îles Fidji, un projet combine conservation de l'environnement, recherche sur les médicaments et développement économique. Les villageois immergent en mer des coraux artificiels, rapidement colonisés par des plantes et autres organismes vivants, qui sont vendus à des spécialistes des aquariums. Les villageois ont ainsi un revenu tout en conservant leurs coraux naturels, tandis que les scientifiques de l'Institut américain de technologie de Georgie (Georgia Tech) peuvent continuer à rechercher de nouveaux médicaments dans les espèces colonisant les récifs coralliens.

## Les paysans, acteurs-clés

En négligeant les intérêts des principaux intéressés – agriculteurs, paysans et populations locales – un PPP peut aussi échouer. En septembre 2011 au Sénégal, un projet de plantation de tournesol mené en partenariat entre le groupe Senhuile (détenu à 51 % par le groupe italien Tampieri Financial group et à 49 % par des privés sénégalais) et l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA), et dont une partie devait être transformé en biocarburant, s'est soldé par une violente opposition entre partisans et adversaires du projet dans le village de Fanaye situé dans la vallée du fleuve Sénégal, causant la mort de deux personnes. Selon le Collectif pour la défense des terres de Fanaye, les 20 000 hectares octroyés représentaient le tiers des terres cultivables. Des ONG ont dénoncé l'accaparement des terres, par des hommes politiques ou des hommes d'affaires, sans le consentement des populations concernées.

Le drame de Fanaye nous rappelle à quel point la prise en compte des intérêts des paysans et de leurs savoirs séculaires dans les programmes de recherche agricole public-privé est importante. Le programme PAEPARD (Plateforme pour un

partenariat Africain-Européen dans la R&D agricole) tente de remédier aux phénomènes d'exclusion, dont sont aussi victimes les chercheurs ACP. Chapeauté par le FARA, PAEPARD part du constat que la recherche agricole entre l'Europe et l'Afrique sert essentiellement les intérêts des chercheurs européens et ne tient pas suffisamment compte des acteurs sur le terrain. Financé à 80 % par l'UE à hauteur de 5 millions d'euros pour la période 2010-2013, il vise à favoriser les partenariats entre organisations paysannes, société civile, centres de recherche publics et privés et à aider les partenaires à déposer des propositions de recherche qui répondent aux besoins réels des agriculteurs. Au Nigeria, un projet pilote associant des chercheurs européens et nigériens, ainsi que des organisations paysannes et des groupes industriels locaux prouve que le partenariat public-privé n'est pas un slogan. Le Nigeria Poultry Feed Research and Development (NIPOFERD) – tel est le nom du projet lancé dans l'Etat de Imo (sud du pays) – “vise à réduire de 30 à 40 % les coûts de production des aliments pour volaille en substituant des légumes produits localement aux suppléments de farine de maïs importés du Danemark, tout en renforçant la qualité de la farine de maïs locale”, révèle Ifeanyi Charles Okoli, professeur à la Federal University of Technology de Owerri. “Le projet en est encore à sa phase d'essais”, soutient François Stepman, cogérant européen de PAEPARD, “mais la collaboration qui s'est instaurée entre les chercheurs et les acteurs de la filière, notamment les organisations avicoles, est très prometteuse”. ■

## Pour aller plus loin

### ASTI/IFPRI-FARA

Programme sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles

*R&D agricole : investir pour l'avenir de l'Afrique.*

*Tendances, défis et opportunités*

<http://tinyurl.com/b5j6gdn>

### FARA

Forum pour la recherche agricole en Afrique

<http://fr.fara-africa.org>

### GFAR

Forum global sur la recherche agricole (en anglais uniquement)

<http://www.egfar.org>

### IFPRI

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

*Private Investment in Agricultural Research and Technology Transfer in Africa*

<http://tinyurl.com/cyvejv>

### NEPAD (PDDAA)

Programme détaillé du développement de l'agriculture africaine – Pilier 4 (Recherche Agricole)

<http://www.nepad-caadp.net/francais/pillar-4.php>

### PAEPARD

Plateforme de partenariats européens et africains dans le domaine de la recherche agricole pour le développement

<http://paepard.org>



SÉLECTION

## Une patate bien douce

En vue de réduire l'importation de patates douces, l'Institut caribéen de recherche et de développement agricoles (CARDI) a lancé en collaboration avec l'Association agro-industrielle de Trinité et Tobago (TTABA) un programme de culture sélective du

tubercule. Outre la sélection de plants améliorés, le travail porte sur les techniques de multiplication et la lutte contre le charançon de la patate douce. Ce programme vise aussi à en promouvoir la consommation dans le secteur de la restauration rapide. En effet les frites de patates douces sont un en-cas fort apprécié au niveau local, et leur coût est identique aux frites de pommes de terre, mais la variété préférée à Trinité et Tobago présente des irrégularités quant au calibre et à la qualité de la chair.

© www.sakc.hk

VIN DE PALME

## Une mise en bouteille réussie

■ Au Cameroun, un procédé innovant permet désormais d'embouteiller le vin de palme et de raphia et d'en conserver le goût naturel plus d'un an après sa mise en bouteille, ce qui remporte l'adhésion des consommateurs camerounais. En effet, Sève et vin d'Afrique (Sevina), une entreprise locale, a mis au point une technique en mesure d'arrêter la fermentation du vin. "Dès sa sortie du palmier ou du raphia, le jus commence à fermenter sous l'action de la température ambiante et des micro-organismes. Au bout de deux jours, il devient imbuvable", explique le Directeur général de Sevina, Albert Tsafack. Avec cette nouvelle méthode, la boisson est filtrée trois heures après sa récolte, pour en extraire les déchets. "La présence d'un corps étranger dans le vin accélère le processus de fermentation", explique l'entrepreneur camerounais. Tout comme la chaleur. Ainsi le produit est conservé à l'abri du soleil, puis soumis à une certaine température et embouteillé. Enfin, pour éviter toute contamination, les équipements utilisés tout au long de la chaîne de production sont stérilisés. Grâce à cette méthode, Sevina réussit à produire 300 bouteilles de vin par jour, dont 20 % sont exportés en Belgique, en France et au Gabon.



Bouteilles de vin de palme du Cameroun prêtes pour la commercialisation

© A Matho

CRÉDITS CARBONE

## REDD+ homologué

■ Le Zimbabwe a homologué son premier projet REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts) le long de la côte sud du lac Kariba. Géré par quatre communautés rurales du nord-ouest du pays, le projet Kariba a été développé avec l'aide de promoteurs expérimentés, South Pole Carbon et Carbon Green Africa. La REDD+ permet aux communautés locales de prendre soin, de restaurer et de préserver leurs forêts en échange

Fermier zimbabwéen de la province septentrionale du Matabeleland impliqué dans le projet REDD +

d'incitants financiers, les fameux crédits carbone, qui leur sont payés par des sociétés internationales en rémunération de cette gestion forestière. Plus de 300 000 personnes, principalement des petits producteurs, ont profité de ce projet depuis son lancement en 2011. Les régions boisées de Mopane et Miombo, et leur faune abondante, sont protégées contre l'empiètement agricole, la consommation non durable de bois de chauffe et les incendies. Des fonds seront distribués par l'intermédiaire de quatre Conseils de districts ruraux pour le développement d'établissements collectifs, scolaires et médicaux, ainsi que d'infrastructures, telles que des ponts. La durée prévue du projet est de 30 ans.



© B Barina

SANTÉ

## Producteurs (r)assurés

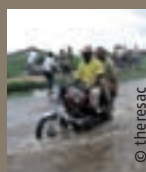
Plus de 10 000 ménages actifs dans le secteur de la production du café en Tanzanie bénéficient désormais des avantages d'une assurance maladie proposée via la coopérative Kilimanjaro Native Cooperative Union (KNCU). Cette assurance est fournie par MicroEnsure, la principale compagnie mondiale de micro-assurance. Le paiement d'une prime annuelle minime permet aux ménages d'éviter la vente de leurs biens en cas de problème de santé.

BURUNDI

## Une forêt menacée

Selon l'Institut national pour l'environnement et la conservation de la nature (INECN) du Burundi, plus d'un quart de la réserve forestière de Vyanda, une aire protégée de 6 km<sup>2</sup> située dans la province de Bururi (sud du pays), est menacée par des activités anthropiques illégales telles que la coupe de bois ou la construction d'écoles et de centres de santé. L'INECN demande au gouvernement burundais d'instaurer une commission chargée de protéger ce patrimoine environnemental.

CLIMAT



© theresac

## Alerte précoce

Au Bénin des dizaines de milliers d'hectares de cultures vivrières ont été ravagés par des intempéries. De 2010 à 2012, les inondations ont causé pour plus de 500 milliards de FCFA (soit 762 000 €) de dommages. Pour limiter les dégâts dans le milieu rural, le gouvernement béninois a adopté un système d'alerte précoce (SAP) qui prévoit l'installation, d'ici fin 2013, d'équipements agro-météorologiques dans le but de livrer en temps réel des données pluviométriques fiables aux producteurs agricoles. Sur le long terme, les informations récoltées par les services agronomiques permettront aux paysans d'adapter le cycle de production de leurs cultures aux régimes pluviométriques.



RIZ

## Transfert technologique

Un nouveau partenariat entre la Fondation africaine pour les technologies agricoles (AATF) et Japan Tobacco (JT) va permettre le développement de variétés de riz plus tolérantes au sel en utilisant l'azote et l'eau plus efficacement. Le projet NEWEST (Nitrogen Use Efficient Water Use Efficient and Salt Tolerant) se fonde sur la technologie de transfert de gènes PureIntro®

de JT et s'adresse aux petits agriculteurs du Burkina Faso, du Ghana, du Nigeria et de l'Ouganda. Les carences en azote et la sécheresse sont les principaux obstacles à la production de riz dans les hautes terres d'Afrique, le taux élevé de salinité constituant par ailleurs un problème de plus en plus critique dans de nombreuses zones rizicoles.



Un kiosque en Ouganda promeut les bienfaits de la patate douce riche en vitamine A

SANTÉ

## Patate douce vitaminée

■ Une étude publiée dans le Journal of Nutrition démontre que les patates douces à chair orange (OSP), riches en vitamine A, développées avec des méthodes de sélection traditionnelles, ont constitué une source d'apports importants en vitamine A pour les femmes et les enfants malnutris en Ouganda. Chaque année, l'avitaminose A cause le décès de plus de 600 000 enfants de moins de cinq ans à travers le monde. En Ouganda, on estime que 28 % des enfants et 23 % des femmes souffrent d'une carence en vitamine A.

Entre 2007 et 2009, des OSP ont été distribuées à plus de 10 000 ménages en Ouganda. Plus de 60 % des bénéficiaires ont remplacé plus d'un tiers des variétés de patates douces traditionnellement utilisées par des OSP. L'étude a établi une augmentation de l'apport en vitamine A de deux tiers chez les enfants plus âgés ; il a presque doublé chez les jeunes enfants et les femmes tandis que les OSP ont contribué à plus de 50 % de l'apport total en vitamine A chez les enfants entre 6 et 35 mois. HarvestPlus a pour objectif de toucher 225 000 ménages supplémentaires en Ouganda d'ici 2016 ; le Centre international de la pomme de terre (CIP), quant à lui, envisage de toucher plus de 10 millions de ménages à travers 17 pays subsahariens d'ici 2020.

PRIX

## La micro-irrigation à l'honneur

■ Le Prix Mondial de l'Alimentation 2012 a été attribué à Daniel Hillel, chercheur israélo-américain, connu pour être l'homme qui a fait fleurir le désert. Le Prix Mondial de l'Alimentation – l'équivalent d'un Prix Nobel dans ce secteur – a été fondé par Norman E. Borlaug, lauréat du Prix Nobel de la Paix et phyto-généticien réputé. Il récompense les travaux de ceux qui ont élaboré des solutions significatives et tangibles pour répondre aux besoins en vivres au niveau mondial. La technique de micro-irrigation de Hillel consiste à faire pousser des récoltes grâce à un apport continu de petites quantités d'eau directement aux racines. Elle a révolutionné la production alimentaire dans certaines des régions les plus sèches de la planète. Ce procédé offrant "plus de grains par goutte", a d'abord été développé en Israël et ensuite exporté dans le monde, y compris en Afrique, où il a permis de maximiser la préservation de l'eau, d'accroître les rendements des récoltes et de limiter les dégradations environnementales. La technologie d'irrigation continue au goutte-à-goutte élaborée par Daniel Hillel est reconnue pour avoir amélioré les conditions de vie des agriculteurs dans le monde.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Semences de qualité

Dans le district d'Iganga en Ouganda, des organismes d'épargne et de crédit créent des banques de semences dans les villages pour permettre aux paysans de produire des semences de meilleure qualité pour leur propre usage ou pour la vente. Ces organismes, composés principalement de femmes, ont commencé par reproduire des haricots riches en fer et à haut rendement, ce qui permet d'augmenter le revenu des petits producteurs.

SEMENCES

## Nouvelle alliance

Une alliance de l'industrie semencière en Afrique de l'Est et australe a été récemment constituée afin d'assurer un développement viable et compétitif de ce secteur dans la région. Fondée par l'Association africaine du commerce des semences (ASIESA) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), l'Alliance aura pour mission de lutter contre la contrefaçon de semences et les problématiques liées à l'utilisation de graines de mauvaise qualité.

Des fermiers zimbabwéens ont recours à l'irrigation par inondation pour arroser leurs cultures, mais ce procédé pourrait être amélioré grâce à la micro-irrigation



TECHNOLOGIE



## Conseils agricoles

En Tanzanie, l'entreprise de câblodistribution SEACOM soutient le développement d'une nouvelle application pour smartphone destinées aux agriculteurs. Cette application, conçue en anglais et en swahili par Nuru Infocomm, une société basée à Dar es Salaam, vise à récolter les informations sur les prix des matières premières sur les principaux marchés et à les communiquer en temps réel aux agriculteurs pour les aider à bénéficier des meilleurs prix. Un projet pilote a formé les agriculteurs de Shinyanga, au nord de la Tanzanie, à l'utilisation de l'application avant qu'elle ne soit diffusée dans tout le pays. Outre mettre en contact les agriculteurs avec les marchés potentiels et augmenter leur pouvoir de négociation, l'application offre des informations météorologiques et sur les disponibilités en intrants.



# ÉLEVAGE ET PÊCHE

## QUOTAS

### Un satellite contre la pêche illicite

■ Afin de lutter contre la pêche illicite et pour préserver les stocks des populations halieutiques, marines et océanes, le Fonds mondial pour la nature (WWF) a mis en place un système de surveillance par satellite de la pêche illicite, notamment au large de l'Afrique de l'ouest. Ce système de surveillance est basé sur celui mis en service en 2000 par l'Organisation maritime internationale (OMI). L'Automatic Identification Service (AIS) est un système d'échanges automatisés d'informations entre navires pour éviter les collisions. Il livre par satellite et en temps réel l'identité du navire, sa position, sa route et sa vitesse. Mais le WWF en fait un tout autre usage. Une première analyse des données transmises par l'AIS au cours des 11 derniers mois montre que 111 navires industriels opérant au large des côtes de l'Afrique de l'ouest ont presque exclusivement livré le produit de leur pêche dans des pays de l'Union européenne. "Il n'y a rien d'illégal dans ce type d'activités", tient à souligner le responsable de la Smart Fishing Initiative du WWF, Alfred Schumm. "Mais ces informations vont nous permettre de procéder à une vérification du respect des quotas de pêche par les navires qui exportent vers l'UE."

## CACAO

### La coque fait des miracles

■ Les cacaoculteurs de Bouba, dans le sud-ouest du Cameroun transforment désormais leurs coques de cacao en aliment pour bétail. Les coques évidées sont séchées au soleil sur des bâches ou sur des séchoirs modernes. Elles sont ensuite introduites dans des moulins afin d'obtenir une poudre qui peut être directement servie au bétail. La coque de cacao contient de la théobromine, de la graisse de coque et de la vitamine D. Le rendement des coques sur le plan nutritionnel est plus efficace quand elles sont séchées et broyées. Volailles, bovins, porcs peuvent donc être nourris par cette farine qui remplace ainsi le maïs et peut constituer jusqu'à 35% de la ration des bêtes. Pour Simon Crépin Bikelé, directeur du Centre d'insertion aux métiers agricoles et ruraux (Cimar), initiateur de cette technique à Bouba "le recyclage des coques permet aux éleveurs de trouver l'aliment dans leur environnement. Les paysans, producteurs de cacao valorisent les coques et ne s'en servent plus seulement comme engrais dans les champs. Cela leur donne donc la possibilité de développer une activité parallèle à la production du cacao : l'élevage."

## NUTRITION

### Une briquette pour le bétail



© ILRI-S. Mann

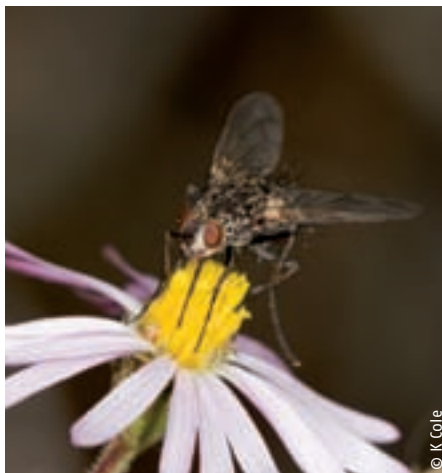
L'Institut national de la recherche agronomique du Niger (INRAN) a mis au point un aliment pour bétail très nutritif à base de fourrage, de sous-produits agro-industriels (telle que la drêche de brasserie), de sel de cuisine, de gomme arabique et de farine de manioc. De couleur brunâtre, le 'bloc multi-nutritionnel' ressemble à une briquette qui, selon le chercheur nigérien Abdou Dan Gomm "est plus riche en valeur nutritive et se conserve beaucoup mieux que le fourrage, l'aliment pour bétail le plus utilisé au Niger. La capacité de conservation de ce type d'aliment est un atout majeur en période excédentaire afin de parer aux périodes sèches." Pour satisfaire leur appétit, les petits ruminants ont besoin de 1,5 à 2 kg de bloc multi-nutritionnel par jour et les bovins de 2,5 à 3 kg.

## INSECTES

### Des mouches au menu

■ Une entreprise sud-africaine, AgriProtein, s'est lancée dans l'élevage de mouches domestiques (*Musca domestica*) pour les transformer en aliments destinés aux poissons. Les insectes reproducteurs sont nourris avec des déchets d'alimentation humaine, et les larves produites avec du sang récolté dans les abattoirs. Il a fallu cinq ans pour mettre au point ce procédé d'élevage des larves. Environ un million de mouches sont placées dans des cages d'une centaine de m<sup>3</sup> dans lesquelles elles pondent chacune près de 1 000 œufs. Après éclosion, les larves sont récoltées, séchées et réduites en miettes. Leur apport en protéine comestible est identique à celui des autres aliments généralement utilisés. AgriProtein produit actuellement chaque mois 100 tonnes de larves non séchées et 24,5 tonnes d'aliments pour les poissons d'élevage.

Les mouches domestiques élevées pour alimenter des poissons



© K Cole



© www.sxc.hu

## CONSERVATION

### Augmenter les prises

Au cours de ces six derniers mois, les prises de la pêche artisanale sur l'île de Maio, au Cap-Vert, ont augmenté de 30 % depuis l'installation de 110 dispositifs de concentration de poissons (DCP) sur cinq des 10 îles du pays, où près de 1 000 familles dépendent de cette activité. À Ponta do Sol (Santo Antão), l'Association des pêcheurs et des marchandes de poissons forme actuellement les femmes aux techniques de conservation du poisson afin d'éviter le gaspillage des excédents.

## MALADIES

### Bovins vaccinés

L'Institut de recherche agricole du Kenya (KARI) et l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) se sont associés au Vaccines and Infectious Diseases Organization (VIDO), en vue de développer un vaccin contre la péripneumonie contagieuse bovine. Cette maladie est présente dans 26 pays africains et coûte chaque année deux milliards de dollars US.



## CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Bulletins météo en langues locales

■ Un projet pilote visant à diffuser des prévisions saisonnières dans diverses langues locales auprès des petits agriculteurs ougandais sera bientôt étendu à l’Ethiopie et au Kenya. En Ouganda, le consortium d’ONG Alliance africaine pour la résilience face au changement climatique (ACCRA) s’occupe de la traduction des prévisions météo en 12 langues locales. Les bulletins traduits sont diffusés via des ateliers, des réunions d’agriculteurs, des ONG, les écoles et les réseaux des autorités locales. Une version sur CD audio est également distribuée aux radios émettant en langues locales.

Selon le Dr Teshome, directeur de l’Agence météorologique éthiopienne à Addis Abeba, les informations climatiques doivent être disponibles en langues vernaculaires si l’on veut qu’elles soient utiles aux petits agriculteurs. Le Pr John Muthama, coordinateur du programme, espère que l’impact positif potentiel de ce projet sur la productivité dans la Corne de l’Afrique et la capacité des agriculteurs à mieux faire face aux sécheresses récurrentes, leur permettra de

Les radios communautaires ougandaises auront un rôle crucial dans la diffusion des prévisions saisonnières en langues locales s’implanter dans d’autres pays. Le programme sert également de cadre pour une recherche sur des techniques innovantes de diffusion de l’information en matière de santé, d’agriculture, d’énergie et d’infrastructure.

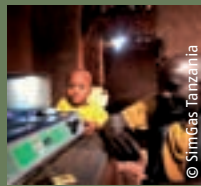


© Gates Foundation

## FORÊTS

### Évaluer les menaces

Les dix pays du Bassin du Congo – Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad – vont créer un système de surveillance de leurs forêts. Ce dernier vise à actualiser les informations et à évaluer les effets de menaces directes telles que l’exploitation minière. Financé par le Fonds pour les forêts du Bassin du Congo (FFBC), le projet sera géré conjointement par la Commission des forêts d’Afrique centrale (COMIFAC) et par la FAO.



© SIMGAS Tanzania

## ENERGIE

### Recyclage en biogaz

En Tanzanie, SIMGAS a développé deux systèmes de biogaz bon marché : GesiSafi est adapté aux besoins des ménages et recycle les déchets de cuisine organiques, tandis que GesiShamba est destiné aux exploitations agricoles pour être alimenté avec le fumier et les déchets de cuisine et des cultures. Afin de répondre aux besoins des usagers, GesiSafi est disponible en trois tailles. Le plus petit système assure le recyclage des déchets produits par une famille de taille moyenne et lui permet ainsi d’économiser 60 % de ses besoins quotidiens en charbon. Les plus grands systèmes sont réservés aux écoles ou aux hôpitaux. SIMGAS projette d’équiper plus de 1 000 ménages en milieu rural et urbain qui bénéficieront de ses systèmes pour cuisiner et s’éclairer.

## BARRAGES

### Récupérer les eaux de pluie

■ Quatre barrages sont actuellement en phase de construction au Cap-Vert. Ces derniers visent non seulement à améliorer les secteurs de l’agriculture et de l’élevage mais aussi à assurer l’approvisionnement en eau des populations. Ils ont également pour but de freiner l’exode rural et combattre la désertification. Les quatre barrages (Figueira Gorda, Salineiro, Faveta et Saquinho) sont tous situés sur l’île de Santiago et ont bénéficié d’un financement du gouvernement portugais. Figueira Gorda sera le plus grand barrage du pays. Doté d’une capacité de 1,8 million de m<sup>3</sup> d’eau, il permettra d’approvisionner 480 agriculteurs pour une superficie de 150 hectares. Ces barrages sont alimentés en grande partie par les eaux de pluie qui tombent entre juillet et octobre.

Poilão est le premier barrage construit au Cap-Vert, il est également situé sur l’île de Santiago. Sa construction s’est achevée en 2006 et a été financée par la Chine. Il approvisionne près de 300 familles d’agriculteurs. Une fois le barrage terminé, on a pu remplacer l’ancien système par ruissellement naturel par un système d’irrigation goutte à goutte, ce qui a engendré la production de produits de plus grande taille et de meilleure

qualité, notamment les pommes de terre, et qui a favorisé l’apparition de fruits et de légumes frais sur les marchés de l’île, du jamais vu jusqu’alors.

D’ici 2016, le gouvernement cap-verdien envisage de construire un total de 17 barrages et plus de 70 digues.

## BIODIVERSITÉ

### Nouvelles espèces marines

Une récente expédition dans les eaux de Timor-Leste a permis de découvrir 734 espèces de poissons, dont six étaient jusqu’ici inconnues, ainsi que 360 espèces de coraux. Selon le biologiste Rui Pinto, coordinateur du projet, ce recensement “permettra d’améliorer la gestion de régions susceptibles de bénéficier au pays grâce à l’éco-tourisme et au tourisme lié à la plongée. ”En outre, les eaux de Timor-Leste sont plus froides que d’autres de la région, ce qui réduit les effets de l’augmentation de la température des eaux maritimes.

## AGROFORESTERIE

### Nouvel agenda politique au Pacifique

Les ministres de l’Agriculture et des Forêts des 22 Pays et Territoires des îles du Pacifique se sont réunis pour discuter des questions prioritaires dans la région. Les dirigeants ont pointé la nécessité d’améliorer la nutrition et ce en encourageant les populations à faire des choix alimentaires plus sains, mais aussi en stimulant la production et la consommation de produits locaux. Parmi les autres priorités figurent : le renforcement de la biosécurité, la lutte contre le changement climatique, l’amélioration des politiques foncières nationales, l’augmentation de la contribution de l’agroforesterie, le renforcement de la recherche au niveau national et régional, la lutte contre les zoonoses et le développement de politiques de promotion de la production biologique.

## CACAO

### La qualité à bon prix

Les techniques de séchage des fèves de cacao mises au point en 2011 par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) du Cameroun permettent aux cacaoculteurs de Bouba (sud-ouest du pays) de vendre leur produit à un meilleur prix. Il s'agit de disposer les fèves sur des séchoirs à cases ou sur des fours Samoan qui, contrairement aux fours traditionnels, ne laissent pas passer la fumée et n'affectent pas les fèves.

## AVICULTURE

### La recette miracle

■ La boue d'huile de palme, un déchet agricole habituellement déversé dans la nature, permet de réduire les coûts de l'alimentation des poulets de chair, selon les résultats d'une étude réalisée par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD Cameroun). De plus en plus coûteux sur les marchés camerounais, le maïs qui constitue 90 % de la provende peut être en partie remplacé par cette boue. Pour obtenir de bons rendements, les chercheurs recommandent aux éleveurs d'introduire 7 % de ce déchet agricole dans l'alimentation des poulets de chair âgés de vingt à cinquante jours. Le poulet soumis à ce régime gagne presque trois fois plus de poids qu'une volaille qui reçoit une ration alimentaire ordinaire. Il conserve un taux de graisse normal. Parallèlement, le producteur obtient une réduction de 17 % sur le coût de l'alimentation de ses poulets de chair en phase finale de croissance. De bonnes nouvelles pour l'aviculture camerounaise qui est confrontée chaque année à la pénurie de maïs due à une demande sans cesse croissante.



Graines d'huile de palme utilisées pour l'alimentation des volailles

## SOLUTION VERTE

### Innovation énergétique

Un nouveau procédé d'énergie 'verte' permettant de produire eau potable, électricité, biogaz et engrais organique au départ d'eaux non traitées, d'énergie solaire et de fumier animal, est en cours d'évaluation dans l'ouest du Kenya. Selon les inventeurs du système KUDURA, solution énergétique pour village rural, celui-ci permettra de réduire la déforestation et les émissions de carbone, et améliorer la santé et la production agricole dans la région.



## MANIOC

### Nouvel aliment pour bétail

En Jamaïque, des chercheurs du centre de recherche Bodles du ministère de l'Agriculture et de la Pêche ont réussi à développer des aliments pour bétail avec du manioc local. Les chercheurs ont mené leurs travaux en utilisant des aliments composés à 30 % par ce manioc au lieu du maïs, produit importé. Des essais ont démontré que les porcs nourris avec ce nouvel aliment ont un rythme de croissance similaire à ceux recevant les aliments habituels. D'autres intrants alimentaires produits localement, comme le sorgho, sont également à l'étude : la Jamaïque cherche ainsi à améliorer la compétitivité de son secteur de l'élevage face aux importations, et renforcer sa position sur les marchés mondiaux.

## CLIMAT

### Défier la sécheresse

Depuis de nombreuses années, le maïs est peu cultivé sur le plateau central tanzanien à cause de l'intensité et de la récurrence des périodes sèches. Il y a été remplacé par des cultures souffrant moins de la sécheresse telles le mil ou le sorgho. En septembre 2012, des agriculteurs de Dodoma ont toutefois réalisé une belle récolte de maïs provenant de cinq variétés testées dans le cadre du projet Maïs Econome en Eau pour l'Afrique (WEMA). WEMA est actuellement développé en Afrique du Sud, au Kenya, au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. Il vise à identifier des variétés de maïs capables d'accroître la production alimentaire et d'aider les agriculteurs à faire face au changement climatique.



© C. Barria

## BOVINS

### Un croisement réussi

■ Le programme d'insémination artificielle lancé en 2009 au Centre expérimental de Toukounouss (nord-ouest du Niger) pour améliorer la productivité en viande et en lait de la race bovine Azawak connaît un réel succès. Sur les 40 femelles Azawak inséminées la première année avec la semence de la Brune des Alpes (une race bovine d'origine suisse), 13 naissances ont été enregistrées en 2010. "L'opération s'est poursuivie en 2011 avec l'insémination de 36 autres femelles, portant ainsi le total des naissances à 16 en septembre 2012. Les nouveaux nés se sont adaptés au climat et à l'environnement sans apport additionnel et ils ont survécu", s'est réjoui le ministre de l'Élevage Mahaman El Hadj Ousmane, qui promet une vulgarisation gratuite de l'insémination auprès des éleveurs nigériens pour pérenniser l'initiative. La femelle Azawak produit de 5 à 10 litres de lait par jour durant la saison des pluies. Croisée avec la Brune des Alpes, cette production laitière peut atteindre 10 à 15 litres par jour hors saison des pluies chez les femelles. Le succès enregistré par le Centre expérimental de Toukounouss est le fruit d'un accord de partenariat entre le Niger, la Belgique et l'Italie.

L'insémination artificielle améliore la productivité des bovins Azawak

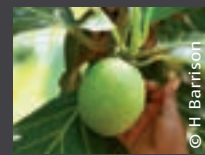


© R. Faldutti

## SERVICES

### Accès électronique aux engrais

■ Au Nigeria, près d'un million d'agriculteurs ont utilisé un système de porte-monnaie électronique pour acheter des engrais à des prix subsidiés auprès de distributeurs agréés. Ce système envoie un message sur le téléphone de l'agriculteur, l'informant de la quantité d'engrais qu'il peut se procurer au prix subsidié. Lors du paiement à la banque, l'agriculteur reçoit un reçu qu'il peut échanger auprès des distributeurs locaux agréés, lesquels sont ensuite remboursés par le gouvernement. Des producteurs d'engrais et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont dispensé des formations de vulgarisation afin de permettre aux distributeurs de conseiller les agriculteurs qui viennent se fournir en engrais. Le gouvernement envisage de développer ce projet par une augmentation du nombre des agriculteurs participants et des intrants disponibles via le système, mais également en diffusant d'autres informations essentielles telles que des bulletins météo. Jusqu'en 2011, les petits agriculteurs au Nigeria n'avaient pratiquement pas accès aux engrais à un tarif abordable. Le service développé a pour objectif d'éviter que les intermédiaires ne vendent les engrais aux agriculteurs à des prix abusifs et de mettre un terme aux ventes frauduleuses par des fonctionnaires.



## FRUIT À PAIN

### Cuisson samoane agréée

Un nouveau traitement thermique du fruit à pain développé à Samoa et basé sur des méthodes de cuisson traditionnelles, a été agréé par l'Australian Biosecurity. Des tests d'évaluation sont en cours en Nouvelle-Zélande. L'Agricultural Market Access program (PHAMA), projet financé par le gouvernement australien, a fourni l'expertise nécessaire pour développer un protocole d'utilisation des fours commerciaux d'une grande boulangerie de la capitale samoane, Apia. Les fruits sont cuits et emballés de façon hygiénique en vue de leur transport vers l'Australie et – espérons-le – bientôt la Nouvelle-Zélande. Le fruit à pain, hôte pour la mouche à fruit, doit être traité pour éviter une contamination des chargements par les larves et la propagation de ce ravageur.

## NOUVEAU MARCHÉ

### Gingembre conquérant

Près de dix ans après avoir introduit la première demande officielle, les Fidji ont obtenu l'autorisation d'exporter du gingembre frais vers l'Australie. C'est une excellente nouvelle pour les agriculteurs fidjiens en quête d'alternatives rentables à la culture sucrière. Le processus d'autorisation avait pris du retard car l'Australie cultivant également le gingembre, la perspective d'une importation suscitait des craintes d'ordre biologique et politique.



© M. Mohale

## TRANSFORMATION

### Filière fruitière diversifiée

■ A Mahobong, dans le district de Leribe au Lesotho, le Projet compétitivité du secteur privé (PSCP) a lancé un programme de production de fruits. Cette initiative fait suite à trois projets pilotes qui ont évalué les possibilités de développement d'une production fruitière dans la région. Avec l'aide d'experts horticoles, les agriculteurs ont pu produire et vendre des fruits de qualité supérieure – pêches, groseilles, cerises, pommes et prunes – à des supermarchés au Lesotho et en Afrique du Sud. La Banque Mondiale injecte un budget de 2,1 millions \$ US (1,6 million €) au Lesotho pour créer un climat favorable aux investissements et soutenir la diversification économique. Mahobong a été sélectionnée pour le lancement du projet en raison de l'accessibilité de la région, la disponibilité en eau et électricité et la présence à proximité d'une installation de stockage. Neuf agriculteurs ont déjà réuni leurs terres et démarré une production de pommes, de prunes et de pêches. En septembre 2012, ils ont planté 14 000 arbres fruitiers sur 11,4 hectares, et les premières récoltes sont attendues dans les trois ans. Les agriculteurs envisagent de se regrouper en association, pour finir par opérer sous la forme d'une société commerciale.

Agricultrices plantant de nouveaux arbres fruitiers à Mahobong (Lesotho)

## TECHNOLOGIE

### Smartphones communautaires

En Ouganda, des 'détenteurs du savoir communautaire' (Community knowledge workers, CKW) équipés de smartphones transmettent à 16 500 agriculteurs des informations actualisées sur les prix du marché, la météo, les ravageurs et maladies, ainsi que les meilleures pratiques de production. L'information agricole est reprise dans une banque de données centralisée gérée par Grameen AppLab. Les CKW collectent également des informations dans les villages selon les besoins des agriculteurs et les transmettent aux ONG et au gouvernement.



## CANNE À SUCRE

### Un commerce équitable

Environ 4 000 petits producteurs de l'île de Vanua Levu dans les Fidji profitent de retombées économiques importantes grâce à la certification commerce équitable attribuée à leurs plantations de canne à sucre. Tate & Lyle Sugars paie à l'association des producteurs de canne de Labasa une prime complémentaire de 60 \$ US (45 €) par tonne, en plus du prix normal payé par la corporation fidjienne du sucre – environ 29 \$ US (22 €). Cette prime a déjà permis de subsidier des intrants agricoles et de financer des projets communautaires, à savoir des réservoirs d'eau et des équipements électroniques pour les écoles, des toilettes publiques et la réparation de ponts. En 2012, les fonds obtenus grâce au label commerce équitable serviront à replanter des variétés de canne plus productives.

Ces six pages ont été réalisées avec la contribution de : E. Aidasso (Bénin), O. Alawode (Nigeria), B. Bafana (Zimbabwe), O. Djibo (Niger), G. Kamadi (Kenya), J. Karuga (Kenya), O. Kiishweko (Tanzanie), P. Luganda (Ouganda), A. Matho (Cameroun), M. Mohale (Lesotho), A. Moorhead (Fidji), C. Nforgang (Cameroun), P. Pink (Jamaïque), V. Prasad (Fidji), F. Tafuna'i (Samoa) et E. Xavier (Timor Leste).





Sithembile Ndema Mwamakamba, du Zimbabwe, travaille pour le Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et des ressources naturelles (FANRPAN), où elle coordonne le projet Jeunes et agriculture. Elle gère également le projet Accès des femmes aux marchés (WARM) destiné à renforcer la capacité des paysannes à influencer les politiques agricoles en Afrique Australe.

**En septembre 2012, le Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et des ressources naturelles (FANRPAN) a organisé une concertation régionale sur l'engagement des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles.**

**Quelles sont les lignes directrices qui se sont dégagées de cette réunion?**

La réunion a recommandé que les gouvernements mettent en œuvre les politiques agricoles existantes, veillent à mieux coordonner les institutions dans le déploiement des programmes et mettent en place des mesures d'incitation ciblant les jeunes, telles que des facilités de prêt et d'accès à la terre, aux marchés et à la formation. Elle a également préconisé l'utilisation des TIC en agriculture et l'appui aux nouvelles technologies, et proposé d'encourager l'esprit d'initiative et le bénévolat des jeunes pour leur permettre de développer leurs compétences et éveiller leur intérêt. Il a aussi été recommandé de faire appel au mentorat et aux programmes de préformation et de faire participer les jeunes aux décisions stratégiques.

**Des mesures concrètes ont-elles été prises pour faire participer les jeunes aux processus décisionnels?**

Plusieurs conférences de haut niveau pour la jeunesse et des concertations ont été organisées. En 2011, le 17<sup>e</sup> Sommet de l'Union africaine s'est penché sur l'accélération de la responsabilisation des jeunes pour un développement durable. Avant le sommet, les jeunes ont déterminé les principales questions qu'ils voulaient porter à l'attention des chefs d'états. Le FANRPAN s'est également efforcé d'engager les jeunes dans ses concertations sur la politique de sécurité alimentaire. En 2011, il a organisé sa concertation annuelle sur la sécurité alimentaire sur le thème de la mobilisation pour l'engagement actif des jeunes dans la chaîne de valeur agricole. En 2012, la concertation s'est réorientée des plans à la pratique de l'engagement. Ces

SITHEMBILE NDEMA MWAMAKAMBA

## Inciter les jeunes à s'engager dans l'agriculture

L'accent accru mis sur les chaînes de valeur ces dernières années a offert aux jeunes davantage d'occasions d'accéder à des carrières intéressantes dans le secteur alimentaire et agricole. Les gouvernements doivent désormais élaborer des politiques qui tirent parti de l'énergie et de l'esprit d'initiative des jeunes afin de réussir à les attirer vers le secteur.

plates-formes ont permis aux jeunes de partager leurs aspirations et d'exprimer ce qu'ils veulent voir changer pour devenir des participants actifs intervenant avec les décideurs, agriculteurs, chercheurs et représentants de la société civile.

**L'agriculture est souvent considérée comme un secteur d'emplois ne convenant qu'aux personnes très pauvres et illettrées. Que propose le FANRPAN pour vaincre ce préjugé?**

De nombreux jeunes ont peu de compétences, voire pas du tout, et sont exclus de toute vie économique et sociale productive. Selon les estimations, environ 133 millions de jeunes (plus de 50 % de la population jeune) sont illettrés en Afrique. Le FANRPAN a mis en place un programme pour engager les jeunes dans le secteur agricole à travers le renforcement des capacités et le travail en réseau, la recherche-action pour générer des données et renseigner le processus d'élaboration des politiques et la défense des politiques relatives à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et aux ressources naturelles. A cet effet, les principales activités sont la collecte et le renforcement des connaissances et de la capacité des jeunes à contribuer à l'élaboration des politiques agricoles, leur formation à l'approche par chaînes de valeur et son application pour le développement de produits agricoles sélectionnés. Il s'agit aussi de sensibiliser les parties intéressées aux possibilités d'implication des jeunes dans l'agriculture, l'économie et la réduction de la pauvreté.

**Pourriez-vous donner un exemple de résultat concret de ce programme?**

Au FANRPAN, les jeunes sont considérés comme un important groupe d'intervenants et nous utilisons la concertation pour mieux faire entendre les voix des jeunes, en leur donnant les compétences dont ils ont besoin pour s'engager efficacement.

**Les gouvernements sont-ils conscients de l'importance de l'engagement des jeunes dans l'agro-industrie?**

Oui, surtout lorsqu'ils considèrent le taux élevé du chômage des jeunes en Afrique subsaharienne, qui dépasserait 20 %. En 2006, les chefs d'état africains ont signé la Charte africaine de la jeunesse, qui reconnaît le droit des jeunes à se libérer de la faim. Elle appelle également les gouvernements à prendre des mesures pour rendre les zones rurales plus attirantes pour la jeunesse, à la former pour qu'elle s'engage dans la production agricole, de minerais, commerciale et industrielle en utilisant les systèmes contemporains et à promouvoir les avantages des nouvelles TIC pour accéder aux marchés. Grâce à cette charte, les gouvernements ont également convenu d'octroyer des terres aux jeunes, de leur permettre d'accéder au crédit et de faciliter leur participation à la conception et à la mise en œuvre de politiques nationales de développement et de stratégies de réduction de la pauvreté.

**Pourriez-vous donner un exemple réussi d'engagement de jeunes dans le secteur agricole?**

Calvin Kamchacha, 28 ans, est le fondateur et directeur exécutif du Farmers Forum For Trade & Social Justice (FAFOTRAJ), une ONG basée au Ghana et au Malawi qui cherche à développer des politiques, structures et systèmes commerciaux liés aux marchés qui favorisent le commerce équitable et créent des richesses durables et des opportunités d'emplois autonomes décents pour les femmes et les jeunes agriculteurs. Il dirige aussi un programme de développement de l'agro-industrie qui vise à renforcer les capacités des jeunes et des agricultrices dans les chaînes de valeur en les formant à l'esprit d'entreprise et en facilitant leur accès aux fournisseurs d'intrants, aux institutions financières, aux autorités de réglementation et aux autres prestataires de services importants du secteur agro-industriel. ■

Les corridors de croissance agricole prennent de l'importance dans toute l'Afrique grâce à l'accélération de l'investissement des gouvernements, bailleurs de fonds et investisseurs privés dans l'agriculture africaine. D'ambitieux partenariats public-privé visent à dynamiser la productivité agricole et améliorer les débouchés commerciaux afin de favoriser la création de richesse et la réduction de la pauvreté tout en améliorant la sécurité alimentaire. Ces initiatives n'en étant qu'à leurs balbutiements, il faudra encore attendre pour constater leurs bénéfices avérés pour les petits exploitants agricoles.

## Les corridors de croissance agricole De nouvelles perspectives de débouchés?



© AgDevCo/H. Derksen

17 | POINT DE VUE  
Mark Pearson : Une nouvelle vision  
pour les corridors commerciaux africains

18 | REPORTAGE AU MOZAMBIQUE  
Le corridor de Beira  
sur de bons rails

**L**e concept des corridors remonte à plusieurs décennies dans le cadre africain et répond à l'un des plus importants problèmes récurrents d'une grande partie des économies agricoles en développement du continent : l'accès aux grands marchés et aux ports. Pour certains pays enclavés, les frais de transport peuvent atteindre 77 % de la valeur des biens exportés. Pour surmonter cette difficulté, les corridors impliquent habituellement la mise en place de réseaux de transport permettant d'entreprendre et de favoriser la production de biens à vocation commerciale. Naguère ces corridors étaient souvent associés aux activités extractives : ils représentaient les voies utilisées pour faire sortir les ressources naturelles et les produits agricoles de leurs pays d'origine. Ce concept a été repris et converti en outil de développement agricole afin de permettre aux agriculteurs d'accéder aux marchés et aux intrants dans un plus grand nombre de régions africaines. Pour favoriser l'investissement dans l'agro-industrie dans ces zones peu accessibles, les gouvernements s'associent à de puissants partenaires privés ou à des bailleurs de fonds.

Dès le départ, cette nouvelle vision des corridors de croissance agricole a fait appel à des partenariats public-privé (PPP). Depuis longtemps, l'agro-industrie soutient ce concept ; au Mozambique et en Tanzanie, l'un des principaux instigateurs de partenariats de ce type est le fabricant d'engrais norvégien YARA. De nombreux investissements dans les exploitations agricoles suivent le mouvement des investissements de plusieurs milliards de dollars dans les transports, répondant à de très importants besoins économiques. Un nouveau corridor au Kenya est mis en place le long de l'oléoduc reliant le Sud-Soudan et l'Éthiopie et au Mozambique, certaines modernisations ont facilité le transport du charbon vers la côte. Dans chaque pays, se pose la question des réels bénéficiaires de ces "autoroutes commerciales" : les petits exploitants agricoles ou les grandes entreprises disposant des ressources nécessaires pour investir dans des cultures de rente et des intrants et atteindre des acheteurs lointains, voire internationaux. Les concepteurs ont répondu à cette inquiétude en créant des pôles économiques qui regroupent les entreprises, en orientant l'investissement vers des chaînes de valeur prometteuses et en fournissant des financements incitatifs à l'appui des nouvelles entreprises des petits exploitants agricoles.

## Une invitation à l'agro-industrie

Le Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT) est un partenariat qui vise à mettre en valeur le potentiel agricole d'un corridor s'étendant au sud de la Tanzanie dans une région qui est longtemps restée à l'écart du développement économique du pays. Lancé à l'occasion du Forum économique mondial sur l'Afrique de 2010 par le gouvernement tanzanien, un groupe d'agro-industries et d'autres sociétés privées, il représente le plus important PPP agricole de toute l'histoire du pays. Ce projet comprend de nouveaux investissements publics dont la construction de routes et de barrages ainsi qu'un allègement des charges fiscales pour les agro-industries et la clarification de



l'attribution des terres dans la région. Son principal objectif est toutefois la mise en place de partenariats d'investissement, en particulier entre les investisseurs internationaux et les projets agro-industriels. Ces derniers sont censés à leur tour interagir avec les petits exploitants agricoles, grâce à des contrats types, en proposant des programmes de sous-traitance ou l'irrigation de terres dans des projets de parcelles agricoles.

Le gouvernement relie directement ces efforts au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et entend vraiment inclure les petits exploitants agricoles dans le processus de croissance. A cet effet, il définit et appuie des pôles d'entreprises, des projets d'infrastructures et des programmes de sous-traitance reliés en chaînes de valeur. Six zones de mise en œuvre accélérée sont indiquées sur le site web du SAGCOT. Dans l'une d'elles, des projets de riziculture prévoient la construction de moulins pour tirer profit d'un petit projet hydroélectrique financé par la Commission européenne. Le SAGCOT est un partenariat récent et la mise en valeur d'opportunités favorables ne s'est pas encore traduite par des investissements. La seule grande opération pour l'instant est à l'actif de YARA, qui construit un port un terminal à engrais de 20 millions de dollars US (environ 15,3 millions d'euros). Cependant, un cadre de coopération a été établi et des lettres d'intention impliquant 19 autres sociétés, dont Monsanto et Unilever, ont été signées lors du Sommet du G8 de 2012. La conférence sur l'investissement dans l'agro-industrie en Tanzanie, qui ►







aux pôles de croissance et aux chaînes de valeur qui font intervenir de petits producteurs. La plate-forme a contribué à l'élaboration d'un plan d'investissement axé sur les populations pauvres et parraine des forums d'investissement et de partage de l'information. Il lui reste toutefois à prouver à grande échelle que les investisseurs sont intéressés par ces pôles et que ceux-ci demeureront profitables.

La Compagnie de développement agricole à but non lucratif AgDevCo a également joué un rôle essentiel par le type d'investissement qu'elle utilise pour gérer le fonds catalytique du corridor de croissance agricole de Beira (BAGC). Elle cherche, avec ce fonds de 20 millions de dollars US (environ 15,7 millions d'euros), des investissements qui bénéficieront aux petits agriculteurs et aux communautés locales, en réunissant des "capitaux

En haut : le président Jakaya Mrisho Kikwete et le PDG de Yara International, Jorgen Ole Haslestad, plantent un manguiérist au cours d'une cérémonie de lancement de la borne d'engrais au port de Dar es Salaam  
En bas : BAGC s'étend de la frontière du Zimbabwe et la région du nord-ouest du Mozambique, riche en charbon, jusqu'au port de Beira

patients" concessionnels et à long terme pour mettre en place et rendre opérationnelles de nouvelles chaînes de valeur. Le fonds catalytique du BAGC cible un grand nombre de petits projets en phase de démarrage avec un capital-risque compris entre 50 000 dollars (environ

## Un carrefour d'échanges

Les efforts de l'Afrique de l'Ouest pour améliorer les corridors de transport afin de faciliter les échanges transfrontaliers sont coordonnés par le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de la Commission de l'Union africaine. La mise en œuvre de ce programme, conçu en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le NEPAD, est prévue entre 2012 et 2040. Les investissements dans des zones telles que le corridor côtier Abidjan-Lagos et le corridor multimodal Dakar-Niamey font partie des 25 milliards de dollars US (environ 19 milliards d'euros) qui seront dépensés pour faciliter les transports dans l'ensemble du continent. Ces axes de transport n'ont toutefois pas été directement reliés à l'investissement pour la croissance agricole. C'est plutôt une approche régionale qui a été adoptée par l'USAID en Afrique de l'Ouest et elle est plus orientée sur les échanges commerciaux que sur l'investissement en ce qu'elle associe des producteurs avec des acheteurs internationaux. Lancé en 2003, le carrefour d'échanges de l'Afrique de l'Ouest favorise le développement d'industries axées sur le commerce dans 21 pays, grâce à un programme d'assistance et de conseil technique. Il vise simplement à diminuer le coût des transactions commerciales et du commerce international – en recherchant des améliorations, du conditionnement au transport en passant par les normes de qualité et les activités bancaires. Des milliers d'entreprises, de banques, de gouvernements et d'autres organisations ont reçu une formation ciblée de la part du carrefour d'échanges de l'Afrique de l'Ouest. En outre, l'initiative peut alléguer qu'entre 2007 et 2011 elle a facilité quelque 175 millions de dollars US d'exportations et a abouti à la création de près de 10 000 emplois. Plutôt que de s'intéresser à un unique corridor d'échanges, elle axe son action sur six groupes de produits cibles et leurs flux dans l'ensemble de la région. Parmi ceux-ci figurent la noix de cajou, le karité, les fruits de mer et les spécialités alimentaires d'Afrique de l'Ouest.

38 400 euros) et 500 000 dollars (environ 384 000 euros).

AgDevCo considère chaque investissement comme une entreprise commune et invite chaque demandeur à démontrer les bénéfices qui iront directement aux petits

exploitants agricoles et aux communautés locales. Un fonds catalytique semblable de 65 millions de dollars (environ 51 millions d'euros) est à l'étude pour SAGCOT, fondé sur des engagements de la part du gouvernement, d'USAID et de la Banque mondiale. AgDevCo, en tant que partenaire de ces entreprises communes, est tenu de fournir un appui soutenu et de veiller à ce que les projets deviennent autonomes et durables. Pour résumer, cela représente un modèle du type d'investissement qui sera nécessaire pour assurer la prospérité des petits agriculteurs dans les corridors – mais là encore, il est trop tôt pour dire si d'autres investisseurs en capital-►





► risque, en dehors des fonds catalytiques alimentés par les bailleurs de fonds, s'engageront autant dans leur soutien.

Il est par exemple évident que YARA, l'un des premiers participants, sert ses propres intérêts en fournissant des engrais aux nouveaux marchés. L'entreprise a joué un rôle important dans la création du BAGC mais s'est retirée assez tôt du partenariat malgré son discours sur les "capitaux patients". Lorsque YARA a su que le site de construction de son terminal à engrais, à Beira, réunissait un certain nombre d'avis défavorables, l'entreprise a relocalisé ses projets en Tanzanie et offert son soutien au SAGCOT. C'est la règle dans les investissements internationaux et les "capitaux patients" n'en font pas partie. Si le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie réussissent à maintenir l'intérêt des grands investisseurs pour les petits exploitants agricoles et le capital-risque social, cela montrera jusqu'où les PPP peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement. Tandis que les entreprises attendent que les corridors produisent des projets d'investissement tout prêts, les bailleurs de fonds et les agriculteurs cherchent encore des éléments démontrant l'encadrement responsable, l'engagement à long terme et les résultats en faveur des populations pauvres justifiant les dépenses publiques pour les investissements privés. ■



Dans les couloirs, SAGCOT introduit des partenaires potentiels dans les chaînes de valeur qui incluent les petits producteurs

## Point de vue

Mark Pearson est Directeur de programme à TradeMark Southern Africa (TMSA), dont l'objectif est d'améliorer les performances et la compétitivité commerciales dans les régions de l'Afrique de l'Est et australe.



### Une nouvelle vision pour les corridors commerciaux africains

#### Quels sont les principales réalisations menées par TMSA en faveur des corridors commerciaux ?

Nous avons mené des actions exploratoires dans le corridor nord-sud en instaurant une approche globale visant à réduire le coût des transactions commerciales en Afrique subsaharienne. Lorsque nous parlons des corridors, il ne s'agit pas simplement d'améliorer les infrastructures mais aussi de faciliter les échanges commerciaux. Nous ne nous contentons pas de réparer un pont, nous travaillons sur la manière dont les échanges peuvent être améliorés et les coûts réduits par la réparation du pont, ce qui se traduit par une amélioration des opportunités d'investissement, de meilleurs revenus et des créations d'emplois. Nous apportons aussi l'appui technique et stratégique pour préparer les pays à l'accord de libre-échange tripartite qui libéralisera les échanges entre les 26 États membres des régions de l'Afrique de l'Est et australe.

#### Qui bénéficie des nouveaux corridors commerciaux ?

Au TMSA, nous repérons les goulots d'étranglement des échanges commerciaux. Si l'on améliore les mesures phytosanitaires par-delà les frontières, par exemple, les petits exploitants agricoles et les agro-industries en tireront profit. Si en même temps l'on développe les infrastructures et que l'on réduit le temps des opérations de transit, les activités commerciales et les acheteurs internationaux en bénéficient également. L'un des défis à relever en Afrique est le coût des transactions commerciales ; aujourd'hui il faut dépenser environ 1 500 \$ US (1 150 €) pour expédier un conteneur d'Asie jusqu'à la côte est de l'Afrique, il en faudrait 8 000 \$ US de plus (6 180 €) pour le transporter de Durban à Lusaka. En nous attaquant à ces goulots d'étranglement, nous pouvons améliorer les possibilités d'échanges.

#### Quelles sont les prochaines étapes du développement de ces corridors ?

Il nous faut examiner comment les gens qui vivent le long des corridors bénéficient de l'amélioration des transports et de la facilitation du commerce. Quels sont les obstacles que rencontrent les petits commerçants ? Envisagent-ils d'exporter ou d'utiliser les corridors pour le commerce national ou régional, et quels sont les problèmes qu'il faut résoudre ?

#### Y-a-t-il d'autres défis qui mériteraient d'être mentionnés ?

Bien sûr. Il faut d'abord maintenir les objectifs, y répondre et veiller à ce que les corridors bénéficient aux petits intervenants. Il faut aussi comprendre quels seront les futurs besoins de l'Afrique en matière de transport. Jusqu'à présent nous nous sommes concentrés sur l'extraction de minéraux pour l'exportation. A l'avenir, ces minéraux pourraient être utilisés pour créer de nouvelles entreprises en Afrique, ce qui exige un modèle d'infrastructures entièrement différent. L'autre défi important est de définir qui fournit les financements pour permettre à l'Afrique de progresser au rythme que nous espérons tous.

## CHIFFRES-CLÉS

# 4,100

km d'axes de transport au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie font l'objet d'efforts soutenus de la part des PPP.

# €1,277

représente le coût moyen pour faire sortir un conteneur de marchandises de 6 mètres hors du Kenya, du Mozambique et de la Tanzanie.

# 66,9

millions d'euros de fonds catalytiques vont stimuler les agro-industries en Tanzanie et au Mozambique.





# Le corridor de Beira sur de bons rails

Le corridor de croissance agricole de Beira (BAGC), mis en route en 2009 à l'occasion du Forum économique mondial, est une initiative multipartite basée au Mozambique. Le BAGC vise à stimuler une augmentation importante de la production et du commerce des denrées agricoles qui implique les petits exploitants agricoles dans une zone dont le potentiel de croissance n'a pas encore été pleinement exploité.

**D**ans le port très actif de Beira, au Mozambique, d'imposantes grues d'acier font descendre des conteneurs d'engrais destinés au Malawi. Quelques heures plus tard, les grues déchargent du riz dans des conteneurs de fret partant vers l'ouest pour le Zimbabwe tandis que des noix de cajou mozambicaines destinées au marché européen sont chargées sur un cargo. Le port est un élément crucial de l'initiative du BAGC, dont l'objectif est de transformer le commerce local et régional et de permettre aux petits exploitants agricoles mozambicains de faire une percée dans la production commerciale. Le BAGC, qui est l'un des trois corridors commerciaux du Mozambique, est aussi un lien vital entre les pays enclavés que sont le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe, et les marchés étrangers.

Grâce à un partenariat public-privé entre le gouvernement du Mozambique, le secteur privé, les agriculteurs locaux et les investisseurs internationaux, environ 4 000 petits exploitants agricoles ont pour l'instant signé des contrats de sous-traitants qui leur garantissent un marché pour leur maïs,

leurs arachides et leur miel. L'initiative du BAGC, qui chapeaute l'un des plus ambitieux projets de développement agricole du Mozambique de l'après-guerre, a pour objectif de faire bénéficier 50 000 petits exploitants agricoles de ces avantages d'ici 2015. L'investissement total de 1,7 milliard de dollars US (1,3 milliard d'euros) provenant d'entreprises internationales – dont Agriterra, SABMiller, Green Resources, Olam International et YARA International – devrait générer un milliard de dollars US (770 millions d'euros) de revenus agricoles par an et stimuler l'investissement tout au long de la chaîne de valeur agricole.

Selon Emerson Zhou, le directeur exécutif du BAGC, l'initiative représente une importante occasion d'augmenter la production alimentaire, d'accroître les échanges et de favoriser l'expansion économique, à la fois pour le Mozambique et pour la région de l'Afrique australe. Pour M. Zhou, "le corridor de Beira est l'itinéraire routier de choix pour les importations régionales et pour stimuler la productivité agricole au Mozambique". Il ajoute que "le port de Beira ▶

En bas : dans le port animé de Beira (Mozambique), déchargement de containers contenant des engrais  
Page 19: navires dans le port de Beira, une porte d'entrée commerciale cruciale située près de Mutare (Zimbabwe) et Durban (Afrique du Sud)



► était également crucial par son emplacement. Situé à 300 km à l'est de Mutare (la quatrième plus grande ville du Zimbabwe), le port mozambicain est en effet plus proche de Durban que ne l'est Harare, mais le vrai défi a été de déterminer les insuffisances des infrastructures ferroviaires et routières qui font l'objet des investissements actuels". En profitant de la réputation qu'a le corridor de Beira de servir de carrefour de transport et de porte d'entrée commerciale pour toute la région, l'initiative du BAGC a renforcé la position de l'Afrique australe pour attirer les investissements non seulement dans les infrastructures et les mines, mais aussi l'agriculture. Le corridor comprend environ un tiers des 36 millions d'hectares de terres arables du Mozambique, dont 85 % sont encore inutilisées, en grande partie à cause du manque d'installations d'irrigation et d'autres infrastructures.

### Un catalyseur commercial

Afin de faire démarrer une agriculture commerciale viable dans la région du corridor, le BAGC a créé un fonds de capital-risque social de 20 millions de dollars US (15,7 millions d'euros) qui soutient les entreprises en phase de démarrage. Le Fonds catalytique, géré par AgDevCo, offre des financements à faible coût variant entre 200 000 \$ US (154 000 €) et un million de dollars US (770 000 €) aux entreprises qui remplissent les critères sociaux en garantissant des bénéfices directs aux petits exploitants agricoles et aux communautés locales. Selon Chris Isaac, le directeur national de AgDevCo Mozambique, le fonds est opérationnel depuis 18 mois maintenant et 12 investissements ont été réalisés à ce jour au Mozambique, pour tout un éventail d'entreprises agricoles y compris dans l'horticulture, le bétail et la production céréalière; 2,8 millions de dollars US (2,15 millions d'euros) ont été dépensés et 8 millions de dollars supplémentaires (6,2 millions d'euros) d'investissement sont prévus. ■

Busani Bafana



## Pour en savoir plus

### SAGCOT

Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania  
[www.sagcot.com](http://www.sagcot.com)

### BAGC

Beira Agricultural Growth Corridor, Mozambique  
[www.beiracorridor.com](http://www.beiracorridor.com)

### LAPSSET

Lamu Port-South Sudan-Ethiopia Transport Corridor  
 sur le site web de la vision du Kenya pour 2030  
<http://tinyurl.com/9avm79l>

### CAADP

Programme détaillé de développement de  
 l'agriculture africaine du NEPAD  
[www.nepad-caadp.net](http://www.nepad-caadp.net)

### Grow Africa

Plate-forme de partenariat soutenant la réalisation  
 du CAADP dans sept pays  
[www.growafrica.com](http://www.growafrica.com)

### AgDevCo

Compagnie à "capital-risque social" et à but non  
 lucratif qui gère et soutient les fonds catalytiques  
[www.agdevco.com](http://www.agdevco.com)

### USAID West Africa Trade Hub

[www.watradehub.com](http://www.watradehub.com)

### PIDA

Programme pour le développement des  
 infrastructures en Afrique, plan de la Commission  
 de l'Union africaine pour 2012-2040  
<http://tinyurl.com/9cay4pg>

### Green Growth

Le portail en ligne du SAGCOT pour examiner les  
 innovations de la croissance verte dans le corridor  
[www.agriculturegreengrowth.com](http://www.agriculturegreengrowth.com)

### Transformational Partnerships: Innovative Approaches to Addressing Food Security in Africa

Rapport du German Marshall Fund des États-Unis, qui  
 utilise le SAGCOT comme étude de cas pour les PPP  
<http://tinyurl.com/9rgbnh6>

### Agricultural Growth and Poverty Reduction in Africa: The Case for Patient Capital

Exposé de l'AgDevCo  
<http://tinyurl.com/9rpd77l>

### Agricultural Growth Corridors Equals Land-grabbing? Models, Roles and Accountabilities in a Mozambican case

Etude du BAGC par Randi Kaarhus, Université  
 norvégienne des sciences de la vie  
<http://tinyurl.com/8wgrznh>

# Une passion piquante

Les Caraïbes peuvent s'enorgueillir d'avoir les piments les plus forts du monde, mais les exportations ont été ralenties par des variations dans la qualité et les quantités. Un éventail d'initiatives permet maintenant à cette filière de redémarrer.

Les denrées traditionnelles des Caraïbes étant confrontées à une vive concurrence sur les marchés mondiaux, les pays caribéens admettent qu'il leur faut diversifier leurs portefeuilles d'exportation. Les cultivars indigènes de piment utilisés pour fabriquer la sauce au piment fort – synonyme de cuisine caribéenne – présentent un immense potentiel. Ils appartiennent à l'espèce *Capsicum chinense Jacquin* et couvrent tous les degrés de piquant, de doux à extrêmement fort. Les variétés les plus populaires sont les plus fortes, leur caractère piquant et leur teneur en capsaïcine surpassant ceux des types de *C. annum L.* cultivés au Mexique, en Europe et en Asie. La variété Trinidad Moruga Scorpion occupe actuellement la première place de "piment le plus fort au monde". Au-delà de la production alimentaire, la capsaïcine caribéenne en présente des possibilités importantes pour la fabrication de produits à valeur ajoutée comme les nutraceutiques, produits alimentaires bénéfiques pour la santé.

Selon une étude de 2007 exécutée à la demande de la Communauté caribéenne (CARICOM), les États-Unis représentent de loin le marché international le plus attirant pour ce qui est de la taille, de la proximité et des possibilités de croissance des exportations de piments. Miami, en particulier, offre de faibles coûts de fret et des prix élevés et relativement stables. À l'heure actuelle, environ 0,45 million de kilogrammes de piments forts frais sont exportés chaque année des Caraïbes vers les États-Unis, mais pour exercer une concurrence efficace et augmenter sa part de marché, la filière caribéenne du piment devra surmonter les problèmes qu'elle



rencontre quant à la variation de la qualité et de la quantité de la production.

## Redémarrer la production

Pour satisfaire cet objectif, l'Institut caribéen de recherche et développement agronomique (CARDI) a été chargé de développer la filière avec un programme conçu pour faire face aux difficultés qui se posent dans la chaîne de valeur et qui touchent à la qualité des semences, à la médiocrité des récoltes et à l'amélioration des principales variétés de piments. À l'heure actuelle, deux variétés de semences de qualité – West Indies Red et CARDI Green – sont produites et commercialisées par l'Institut et dominent les exportations, avec Caribbean Red et Yellow Scotch Bonnet. Plusieurs autres variétés présentent des possibilités intéressantes de commercialisation, dont Tiger Teeth, Pimento, Seven Pod et Trinidad Scorpion. En 2010, le CARDI a signé un protocole d'entente avec Caribbean Chemicals and Agencies Limited (CCAL), le plus grand fournisseur d'intrants agricoles de la région. La compagnie utilise ainsi ses réseaux de distribution pour commercialiser les semences de piment fort produites par le CARDI au Brésil, au Costa Rica, au Guatemala, en Inde et à Taïwan.

Il est indispensable, pour assurer des rendements élevés et une bonne qualité, que les cultures de piment soient convenablement irriguées. Dans les Caraïbes, les densités de plantation sont généralement faibles, ce qui explique en partie les rendements décevants variant entre 15 000 et 40 000 kg par hectare. Les ravageurs et maladies posent aussi problème. La mouche blanche et la chrysome du concombre amoindrissent la production au

Belize et des virus endommagent les cultures dans plusieurs pays, dont la Barbade. Le CARDI, afin de traiter ces difficultés et dynamiser la production, a élaboré à l'intention des agriculteurs un manuel de production du piment fort

qui porte sur le choix des variétés, la préparation des sols et champs, la gestion des maladies, la récolte et les opérations après récolte.

## La communication est la clé

Selon l'unité de marketing du CARDI, l'amélioration du cheminement de l'information dans l'ensemble de la chaîne de valeur du piment aurait un impact radical sur le devenir de la filière. Cette conclusion est appuyée par une étude de 2011 de l'Université des Antilles occidentales, effectuée à la Dominique, qui engage vivement l'île à améliorer le partage de l'information et la communication entre toutes les parties intéressées de la chaîne d'approvisionnement afin de dynamiser la production et la compétitivité. Parallèlement, à la Trinité-et-Tobago, les autorités revendiquent activement un droit de propriété intellectuelle sur la variété Scorpion. Les experts du CARDI estiment que cette protection est vitale dans le cadre des travaux réalisés pour favoriser l'utilisation de la capsaïcine dans les nutraceutiques et dans d'autres produits à valeur ajoutée. Ils pensent que ce domaine présente de grandes possibilités d'expansion future du marché et que c'est là que la filière caraïbe du piment fort pourra se défendre avec succès sur les marchés mondiaux. ■

En haut : piments chauds sélectionnés pour l'exportation  
En bas : graines de piment, de semis et coupes transversales de la variété Trinidad Scorpion



# Essences d'arbres à bois d'œuvre utile



**Bois d'œuvre 2: Ressources végétales de l'Afrique tropicale 7 (2)**

Ed. R.H.M.J. Lemmens, D. Louppe et A. Oteng-Amoako  
 PROTA/CTA, 2012, 804 p. + CD-ROM  
 ISBN 978-92-9081-496-2  
 CTA n° 1696  
 60 unités de crédit

détaillées des 150 espèces les plus importantes comprennent des cartes de répartition et des diagrammes reprenant les caractéristiques principales de ces plantes. Le niveau de précision atteint dans chacun des sujets traités est particulièrement impressionnant. À côté de chapitres techniques consacrés à l'anatomie du bois et à la description des plantes, d'autres abordent les questions de reproduction et de plantation, les modes de gestion et les menaces qui pèsent sur la diversité génétique.

Ce second tome confirme l'incroyable éventail des utilisations possibles qu'offrent les arbres. Le duramen de l'*Azela africana*, par exemple, dont la couleur varie de l'orange au brun doré, résiste aux attaques de champignons, de termites et autres insectes foreurs. Bois d'œuvre, mais encore fourrage, fertilisants, remèdes médicaux et décoration : les usages de cet arbre sont multiples. Si vous cherchez une étude complète sur les arbres d'Afrique, vous l'avez trouvée.



Le Programme ressources végétales de l'Afrique tropicale (PROTA) a pour objectif de rédiger une encyclopédie sur plus de 7 000 plantes utiles. Cette dernière contribution constitue le second tome du volume consacré aux arbres dont l'usage primaire est le bois d'œuvre, et présente 693 espèces appartenant à quelques 60 familles botaniques. Les descriptions

## Le rotin, un palmier précieux



**Production et transformation du rotin**

Par E.L. Ngo-Samnack  
 CTA/ISF, 2012, 28 p.  
 ISBN 978-92-9081-488-7  
 CTA n° 1715  
 5 unités de crédit  
 Téléchargeable sur:  
<http://tinyurl.com/cukavac>



Exploité quasi-exclusivement à l'état sauvage, le rotin est aujourd'hui menacé par des pratiques de gestion inappropriées menant à sa surexploitation. Et pourtant, ce palmier à lianes épineuses peut se cultiver et se récolter de façon durable et efficace, et ce grâce à sa grande capacité d'adaptation à des conditions écologiques des plus variées. C'est ce que rappelle dans son introduction ce guide pratique et illustré qui fournit des informations très précieuses sur le processus de production, de récolte, de conditionnement, de transformation et de commercialisation du rotin.

Du choix des parcelles à la mise en œuvre de méthodes de récolte et de conditionnement appropriées, la partie est loin d'être gagnée. Mais les cueilleurs expérimentés vous le diront : les possibilités d'utilisation du rotin sont très variées (construction des habitations, vannerie, meubles, filets de pêche, etc.) et ses cannes peuvent se vendre toute l'année, octroyant un revenu complémentaire, stable et régulier. De nos jours, le rotin est commercialisé ou utilisé par plus de 700 millions de personnes. Dernier avantage : il constitue une bonne alternative au bois dans la fabrication de mobilier, contribuant ainsi à la protection des ressources forestières.

### ▼ Stop au gaspillage !



Le septième numéro des Notes politiques du CTA est consacré aux pertes post-récoltes et au gaspillage alimentaire, une problématique qui ne fait pas l'objet d'une grande attention dans le débat sur la sécurité alimentaire tant il apparaît prioritaire d'encourager les agriculteurs à augmenter leur production. Et pourtant, plus d'un tiers des aliments produits dans le monde (soit 1,3 milliard de tonnes) est jeté ou gaspillé. Les auteurs suggèrent, entre autre, de mettre à la disposition des producteurs des technologies post-récoltes abordables.

**Gaspiillage : occasions manquées dans le combat pour accroître la sécurité alimentaire**  
 CTA, Note politique n°7, septembre 2012, 4 p.  
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/9yojy3s>

### ▼ Insécurité alimentaire

Dans son rapport 2012, la FAO dresse un double constat sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Grâce à une nouvelle méthode d'analyse des estimations, la lutte contre la faim menée ces vingt dernières années a donné de meilleurs résultats que ce que l'on pensait. Cependant, le nombre de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique reste à un niveau encore trop élevé.

**L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012. La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition**

FAO, PAM et IFAD, Octobre 2012, 65 p.  
 ISBN 978-92-5-107316-2  
 Téléchargeable (en anglais) sur :  
<http://tinyurl.com/9vmgrxc>

### ▼ Fleuve menacé

Long de 640 km, le fleuve Nyong est le principal cours d'eau (de forêt pluviale essentiellement) du plateau sud-camerounais. Mais les 4 millions d'individus qui s'y nourrissent pourront-ils encore profiter de ses richesses, dont le très réputé poisson Kanga ? Non à en croire l'auteur de cet ouvrage pour qui le fleuve est menacé par des activités anthropiques (surpêche, feux de brousse, déforestation...) qui affectent son milieu de vie et détruisent sa biodiversité.


**Le fleuve Nyong face aux menaces écologiques, naturelles et industrielles**

Par Valentin Ateba A  
 Éditions L'Harmattan, 2012, 90 p.  
 ISBN : 978-2-336-00099-2  
 11,50 €  
 Adresse Éditions L'Harmattan, voir p. 24

## Le cadre de CASE



**Systèmes et entreprises agricoles compétitifs : Une approche au niveau local du développement de l'agro-industrie en Afrique subsaharienne. Volume 1 : Cadre de référence et premières expériences**  
 Par A. Maatman & al.  
 CTA/ICRA/IFDC  
 2012, 138 p.  
 ISBN 978-0-88090-169-7  
 CTA no. 1698  
 10 unités de crédit  
 Téléchargeable sur:  
<http://tinyurl.com/cte383o>

 @ Toute le monde s'accorde à dire que la croissance économique de l'Afrique passe, entre autre, par l'intensification agricole et le développement des marchés sur le continent africain. Pour répondre à ce défi, les auteurs de ce guide proposent une démarche nouvelle et pragmatique élaborée par le Centre international pour le développement des fertilisants (IFDC), mieux connue sous le nom de CASE (Systèmes et entreprises agricoles compétitifs). Ce cadre de référence comprend trois piliers : la formation de pôles d'entreprises agricoles ; le développement de chaînes de valeur et le renforcement des capacités de gouvernance des transactions. Ce document se concentre sur le premier pilier, à savoir le renforcement de la capacité locale (des producteurs et des commerçants) à mener une action coordonnée. Il comprend trois parties. La partie I, dédiée au cadre de référence même, vise à lier l'approche aux théories des sciences économiques, de la gestion et de la communication. La partie II met l'accent sur la facilitation de l'approche, alors que la partie III présente de manière détaillée certains exemples d'entreprise agricole en Afrique de l'Ouest.

### ▼ Télédétection rurale

Face à l'insécurité alimentaire qui sévit aujourd'hui, la possibilité d'évaluer avec précision le potentiel d'une zone de production agricole est un défi essentiel à relever. À travers la télédétection et le recours aux fonctions analytiques des Systèmes d'information géographique (SIG), une étude réalisée au Bénin a permis de retrouver la localisation géographique des zones offrant les meilleurs atouts pour la production du riz Nerica.


#### SIG et Télédétection au service du développement. Production du Riz Nerica au Bénin: identification des zones propices par analyse géospatiale

Par H. Agbodjalou, M. A. Igue et V. J. Mama  
 Editions Universitaires Européennes, 2012, 96 p.  
 ISBN 978-613-1-51622-1  
 39 €, UE  
 Dudweiler Landstr. 99, 66123 Sarrebruck, Allemagne  
[www.editions-ue.com](http://www.editions-ue.com)

## Des rongeurs qui rapportent



**Elevage des aulacodes**  
 Par E.L. Ngo-Samnick  
 CTA/ISF, 2012, 28 p.  
 ISBN 978-92-9081-491-7  
 CTA n° 1688  
 5 unités de crédit  
 Téléchargeable sur:  
<http://tinyurl.com/c8pe7wr>

 @ Communément appelés 'hérissons' en Afrique centrale, 'agouti' en Afrique de l'Ouest francophone et 'cane rats' en Afrique de l'Ouest anglophone, les aulacodes (*Thryonomys swinderianus*) font l'objet d'une chasse importante pour leur chair riche en protéines et appréciée des consommateurs. Ces rongeurs, calmes et très prolifiques, sont toutefois faciles à élever et leur croissance s'avère rapide dans le cadre de systèmes d'élevage intensifs. Ce guide, simple et pratique, reprend les informations nécessaires pour aider les agents de vulgarisation et les agriculteurs à mettre sur pied et gérer des élevages d'aulacodes. Les sujets abordés couvrent notamment la construction des enclos, les méthodes de manipulation des animaux ou encore la constitution des rations alimentaires, en ce compris l'utilisation de sous-produits de la transformation agro-industrielle. La bonne santé des aulacodes dépend principalement d'une alimentation équilibrée et d'une hygiène sans faille, impliquant le nettoyage hebdomadaire des mangeoires et la désinfection mensuelle des enclos. Le guide fournit aussi des indications concernant la prévention des maladies, la reproduction des animaux, la planification de la production et la gestion financière.

### ▼ Emploi agricole

Dans les quinze prochaines années, les économies d'Afrique subsaharienne devront absorber 330 millions de jeunes sur le marché du travail où actuellement 65 à 75 % de la main-d'œuvre est toujours employée dans l'agriculture. Face à ce défi inédit, les pays africains doivent, de toute urgence, mettre en place des politiques structurelles pour développer le secteur agricole, leur principale activité économique.


#### Préventions des crises en Afrique subsaharienne. Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre

Par B. Losch  
 Perspective n°19, CIRAD, octobre 2012  
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/goefjxe>

## Système alimentaire durable



**Organic Agriculture for Sustainable Livelihoods**  
 Par N. Halberg et A. Muller  
 Routledge, collection Earthscan, 2012, 296 p.  
 ISBN 978-1-84971-296-5  
 29.99€ • 37€  
 CTA no. 1691  
 20 unités de crédit  
 Routledge, 130 Milton Park, Abingdon, OX14 4SB - UK  
 Fax: +44 1235 400 401  
[www.routledge.com](http://www.routledge.com)

 Agroécologie et modes de production biologiques se sont ménagés une place incontournable au sein des efforts d'intensification durable en faveur des petits agriculteurs démunis vivant dans des environnements difficiles. Santé des sols et du bétail, écologie diversifiée, utilisation raisonnable des ressources et protection de l'environnement : dans quelle mesure ces méthodes de production répondent-elles aux attentes ? L'ouvrage en anglais rassemble diverses expériences de par le monde, et notamment des études de cas en Ouganda, au Brésil, au Costa Rica et au Sri-Lanka, et propose des réponses détaillées à un certain nombre de problématiques clé. La première moitié de l'ouvrage se concentre sur les activités agricoles et les activités au niveau de la chaîne de valeur. On y retrouve un examen de la littérature consacrée à l'impact de la production biologique sur la sécurité alimentaire et à la manière dont l'agriculture biologique peut aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique. Les chapitres suivants élargissent le champ d'étude et explorent les aspects sociaux et politiques. L'ouvrage se clôture par une analyse du programme de la recherche sur les modes de production biologiques en Afrique subsaharienne.

### ▼ Captures clandestines

Au terme de 18 mois d'enquête sur la pêche illégale dans les eaux de Sierra Leone, l'ONG Environmental Justice Foundation (EJF) affirme dans un rapport (en anglais) publié en octobre 2012 que la majeure partie des captures clandestines effectuées au large des côtes sierra-léonaises se retrouvent sur des marchés européens.

#### Pirate Fishing Exposed: The Fight Against Illegal Fishing in West Africa and the EU

Environmental Justice Foundation (EJF), 2012, 36 p.  
 ISBN 978-1-904523-28-4  
 Téléchargeable (en anglais) sur :  
<http://tinyurl.com/dgpsepb>

## Un livre épique



**Vanilla Handbook**  
Par P. Bianchessi  
CTA/Venui Vanilla, 2012, 128 p.  
ISBN 978-982-98068-1-9  
35AUD\$ • 28€  
CTA no. 1697  
20 unités de crédit  
Venui Vanilla Company  
Venui Plantation  
South Santo Road, PO Box 162  
Luganville, Vanuatu  
enquiries@venuivanilla.com

 Cela fait plus de 20 ans que Piero Bianchessi cultive et transforme la vanille, et qu'il transmet son savoir à un grand nombre d'agriculteurs du Pacifique Sud. Aujourd'hui, il compile ses connaissances dans un guide pratique. Bianchessi trouvait les autres livres consacrés à la vanille trop littéraires et sans explications imagées permettant de saisir parfaitement les principes décrits. Avec son guide (disponible en anglais), il associe un texte clair à des photos et des illustrations, le tout offrant une ressource inestimable pour tout producteur débutant de vanille. La vanille requiert du temps et des soins attentifs, insiste Bianchessi, à défaut de quoi elle ne produira pas la moindre gousse. Pour cela, il faut comprendre quels sont les besoins des racines, que l'on plante dans du paillis plutôt qu'en pleine terre, et savoir quand et comment induire la floraison. Il est également important de savoir comment sécher les gousses en vue de leur vente. Vous l'aurez compris, le succès de l'entreprise requiert une attention toute particulière à tous les détails. Ne cherchez dès lors plus d'autre guide pratique sur la vanille, celui-ci vous décrira tout le processus dans les moindres détails.

### ▼ Matières premières agricoles

L'augmentation du niveau des prix des matières premières agricoles et leur instabilité ravivent les inquiétudes sur le développement agricole et la sécurité alimentaire des pays en développement. Les contributions rassemblées dans cette publication font état des principaux éléments pour comprendre les enjeux des débats actuels à propos des politiques de stabilisation.

**Les évolutions récentes des cours des matières premières agricoles. Enjeux de développement et de sécurité alimentaire**  
Sous la direction d'Elodie Maître d'Hôtel et Vincent Geronimi  
Revue Tiers-Monde n°211, Armand Colin, septembre 2012  
ISBN : 978-2-209-2807-0  
20 €

## Étonnantes forêts du Sahel



**Biodiversité au Sahel. Les forêts du Mali**  
Par P. Birnbaum  
Ed. QUAE, 2012, 208 p.  
ISBN 978-2-7592-1811-0  
36 €  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/bwhflhc>  
Editions QUAE  
RD 10  
78026 Versailles, France  
Fax : +33 (0)1 30 83 34 49  
<http://www.quae.com/>

■ Arbre, buisson ou liane ? Feuillage sempervirent ou caducifolié ? Difficile de répondre à ces questions simples lorsqu'il s'agit des forêts arides de l'Afrique de l'Ouest. Fruit de dix années de travail au Mali, le livre de Philippe Birnbaum, écologue du Cirad, présente une synthèse illustrée du fonctionnement écologique des forêts arides de cette région. En s'appuyant sur les épisodes climatiques anciens, les gradients pluviométriques, la variabilité de la disponibilité en eau, l'action des reliefs et de l'homme, il distingue les facteurs essentiels qui expliquent l'organisation de ces paysages arides sous la forme d'une mosaïque d'habitats. Il montre ainsi que l'organisation des paysages est bien plus complexe que la classification basée sur la répartition des pluies. Ce travail s'inscrit ainsi dans les voies novatrices des sciences écologiques, où la biodiversité d'une région ne se réduit pas au nombre de ses espèces. La diversité des milieux et des habitats est tout aussi fondamentale pour la conservation des espèces et le développement des populations, selon l'auteur.

### ▼ Décentralisation inachevée de l'eau

Si la décentralisation s'est imposée dans les années 1990 dans les pays du Sud, notamment pour les services d'eau potable et d'assainissement, dans la pratique, les processus demeurent inachevés. Cet ouvrage se nourrit des ateliers du 30 et 31 août 2011, organisés par l'AFD et le Gret, autour du rôle joué par les collectivités territoriales dans la fourniture de service et les stratégies mises en œuvre par les acteurs de la coopération internationale pour renforcer les compétences de ces organismes.

**Décentralisation et services d'eau potable et d'assainissement – Quelles stratégies de renforcement des communes pour l'accès aux services ?**  
Coordonné par J. Etienne, F. Naulet et S. Oudot  
GRET, coll. Débats et controverses, n°6, août 2012  
Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/9kuq9z5>

## La Grande Muraille Verte



**La grande muraille verte. Capitalisation des recherches et valorisation des savoirs locaux**  
Par A. Dia et R. Duponnois  
Ed. IRD, Coll. Hors Collection, 2012, + CD-ROM  
ISBN 978-2-7099-1738-4  
42 €  
IRD Editions  
911, avenue Agropolis  
34394 Montpellier cedex 5, France  
Fax : +33 (0)4 67 41 63 30  
<http://www.ird.fr/editions/>

■ Comment capitaliser des dizaines d'années de recherches et valoriser des savoirs locaux pour les mettre au service d'un projet de développement pharaonique ? Tel est l'objectif des auteurs de cet ouvrage dédié à la Grande Muraille Verte (GMV), un vaste projet de reboisement mis en œuvre dans 11 pays sahélo-sahariens qui vise à enrayer d'ici 2025 la désertification (et la pauvreté) dans une bande de terres arides longue de 7 600 km et large de 15 km. Cet opus fait suite à un premier volume publié en 2010 dont les contributions étaient centrées sur les techniques utiles à l'édification de la Grande Muraille Verte. Dans ce deuxième volet, les auteurs dressent un état des lieux des connaissances et initiatives sur divers aspects de la gestion durable des zones arides (notamment les problématiques liées à la désertification). "Il ne s'agit pas d'inventer. Beaucoup d'acquis dorment dans les tiroirs et ils n'ont jamais été utilisés", soutient un des co-auteurs, Robin Duponnois, de l'IRD. Aux acteurs, bénéficiaires et partenaires de la Grande Muraille Verte d'en profiter, ainsi qu'aux chercheurs et décideurs qui désirent s'investir pour le développement rural des zones arides africaines. Une version CD-ROM proposant deux documents supplémentaires y est associée.

### ▼ Des forêts rentables

Fertilité des sols, disponibilité des terrains, faibles coûts d'exploitation... Le secteur forestier africain ne manque pas d'atouts. Certes, des risques spécifiques existent, mais les partenariats locaux, l'intégration des activités et la prise en compte des dimensions sociales et environnementales sont de vrais facteurs de réussite qui, in fine, favorisent le développement économique.

**Les actifs forestiers en Afrique : des rendements prometteurs**  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/9n5vczj>



## Plaidoyer pour le maïs



**Géographie amoureuse du maïs**  
Par S. Brunel  
Ed. JC Lattès, 2012, 250 p.  
ISBN 978-2-7096-4224-8  
18 €  
Editions JC Lattès  
17, rue Jacob  
75006 Paris, France  
Fax : +33 (0)1 43 25 30 47  
www.editions-jclattes.fr

■ Le maïs a trouvé son avocate. Sylvie Brunel, géographe et écrivain, se lance dans la défense de cette céréale, la plus cultivée dans le monde avec un milliard de tonnes récoltées par an. Sous presque toutes les latitudes, le maïs est cultivé. Sa rentabilité a été multipliée par quatre en 25 ans. Des Mayas aux mille utilisations d'un épi de maïs, Sylvie Brunel nous raconte le fabuleux destin de la plante des dieux, qui devint l'aliment des gueux avant de devenir celui des bœufs. Cette céréale ne manque pas d'atouts. Elle se consomme même verte, en attendant la récolte, dégage un capital carbone très intéressant et sert de fourrage et d'aliments pour les animaux. Elle est également largement utilisée dans l'industrie agro-alimentaire. En Amérique, en Chine, en Afrique, on l'adore. En Europe au contraire, on l'accuse de consommer trop d'eau, d'épuiser les sols, d'être l'instrument des multinationales... Sylvie Brunel reconnaît que "le maïs a mauvaise réputation, notamment parce qu'il est vu comme le vecteur des plantes génétiquement modifiées, explique-t-elle, mais face aux grands défis alimentaires et environnementaux, il est d'abord un allié."

### ▼ Controverses africaines

Le numéro de septembre-octobre 2012 de la revue scientifique soutenue par le CIRAD, Les Cahiers Agriculture, est consacré aux enjeux et aux débats actuels relatifs aux modalités techniques, politiques et sociales pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. Face à la complexité et à la pérennisation des situations à risques, les bienfaits liés aux innovations technologiques et à l'apparition de nouveaux acteurs s'avèrent de plus en plus limités.

#### La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités

Sous la coordination de S. Dury et P. Janin  
Cahiers Agriculture, Volume 21, n. 4  
Éditions John Libbey Eurotext, septembre-octobre 2012, 180 p.  
ISBN 978-2-7420-0814-8  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/chszgjm>

## Énergies renouvelables



**Énergies renouvelables en Afrique sub-saharienne**  
Par D.A. Mbi Egbe, N. Djongyang, G. Elambo Nkeng, C. Kapseu et M. Petsoko  
Ed. L'Harmattan, 2012, 370 p.  
ISBN 978-2-296-99102-6  
37,50 €  
Éditions L'Harmattan  
5-7 rue de l'École  
Polytechnique  
75005 Paris, France  
Fax : +33 (0)1 43 25 82 03  
www.editions-harmattan.fr

■ Hausse tendancielle des prix des énergies fossiles et coupures d'électricité récurrentes incitent nombre de pays africains à regarder avec intérêt les nouvelles énergies dites durables. Cinq chercheurs africains se sont penchés sur ces énergies – photovoltaïque, hydraulique, éolienne, biomasse, géothermie – et dressent un état complet des connaissances théoriques et pratiques. Par exemple, les chapitres 5 et 6 sont consacrés à des énergies moins connues comme la biomasse et la géothermie, une source d'énergie de plus en plus exploitée en Afrique de l'Est.

Ainsi, cet ouvrage de référence se destine tant aux spécialistes de l'énergie qu'aux chercheurs et aux étudiants, sans oublier les décideurs politiques. Leur travail permet de faire ressortir les opportunités que ces énergies renouvelables recèlent, notamment en matière de développement pour le continent, mais aussi les défis à surmonter pour les intégrer dans les politiques énergétiques des pays. Les énergies renouvelables ont tendance à être régies par des dispositions juridiques semblables à celles qui s'appliquent aux énergies dites classiques. Face à ce constat, les auteurs plaident pour un régime juridique plus favorable.

### ▼ Histoire de poissons

Le commerce de poissons frais et séchés au Sénégal a bien changé. Docteur en Histoire à l'Université Reims-Champagne Ardennes, N'Deye Maty Sene, relate les changements qui ont bouleversé l'organisation du commerce de la pêche au Sénégal depuis 1945. La filière du poisson, autrefois contrôlée par les familles de pêcheurs, est désormais entre les mains des grossistes.

#### Le commerce des produits maritimes et fluviaux au Sénégal de 1945 à nos jours

Par N. Maty Sene (préface d'Hélène Almeida-Topor)  
Éditions L'Harmattan (coll. Etudes Africaines), 2012, 338 p.  
ISBN : 978-2-336-00078-7  
35 €  
Adresse Éditions L'Harmattan, voir ci-dessus

## POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

**Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :**  
N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

**Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :**

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à [pdsorders@cta.int](mailto:pdsorders@cta.int) ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2013, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2012, soit un maximum de 400 unités de crédit.

**Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :**

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

Les titres précédés du symbole ■ sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.



## Attention ! Nouvelles conditions d'abonnement à *Spore* !

A travers *Spore*, le CTA a pour mission de fournir aux différents acteurs un accès à une information de qualité sur le développement agricole et rural des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).  
(lire page 26)

## 5 QUESTIONS À CHRIS ADDISON

COORDINATEUR DE PROGRAMME SENIOR GESTION DES CONNAISSANCES



Chris Addison a rejoint notre équipe en mars 2012. Avant cela, il a travaillé à Washington pour l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) en qualité de responsable du service Cybercommunications.

### 1 Quelle est votre fonction au sein du CTA ?

Je suis responsable du soutien apporté par le CTA à ses partenaires dans leur

utilisation du web comme outil d'échange d'informations. Il ne s'agit pas seulement d'aider les organisations régionales à monter leur site internet, mais également de leur expliquer comment organiser un e-débat, de gérer les informations qu'elles mettent en ligne et de faire le lien avec les réseaux sociaux. Je suis aussi responsable de la mise en ligne de l'information fournie par le CTA de manière à ce qu'elle soit le plus facilement utilisable par nos partenaires.

### 2 Que signifie exactement 'Gestion des connaissances' dans l'intitulé de votre fonction ?

L'aide que je fournis se concentre sur la gestion du flux et de l'échange des connaissances, en veillant à ce que les gens n'aient pas seulement accès à l'internet mais perçoivent les avantages que cet outil représente pour eux et comprennent comment l'utiliser au mieux. Ce qui fait que je ne travaille pas que sur les technologies nécessaires pour communiquer sur internet, mais également sur les aspects humains et les processus.

### 3 Comment se présente une journée type ?

Mes journées commencent généralement par un passage à travers les twitts et les e-mails pour voir s'il y a des articles intéressants de nos collègues à poster sur ICTupdate. J'ai au moins une conversation via Skype avec un partenaire ACP concernant un de mes projets en cours ou en préparation. Par chance, je n'habite pas très loin du bureau ce qui me permet de rentrer chez moi pour le déjeuner quand c'est possible, et comme le CTA est à la campagne, c'est un super endroit pour faire du vélo. Une

partie de la journée est consacrée aux tâches administratives : finalisation des contrats, planification et élaboration de budgets. Je rencontre également des collègues d'autres départements pour m'assurer que mes projets s'articulent autant que possible avec les leurs.

### 4 Selon vous, comment se présente l'avenir sur internet pour les régions ACP ?

Je pense que ces régions font déjà preuve de plus d'inventivité que de nombreux projets européens, et le rythme des changements y est beaucoup plus rapide. On peut déjà constater que de nombreux pays ont fait un grand bond en matière de connectivité. J'ai travaillé au Soudan dans les années 80 et le seul moyen de contacter les collègues des autres villes était la radio. Maintenant, la moitié de la population a un téléphone mobile. D'importants portails consacrés au climat sont mis en ligne dans le Pacifique, et dans les Caraïbes on retrouve les programmes 'internet et jeunesse' les plus innovants, comme Digital Jam.

### 5 Que conseillez-vous aux lecteurs de *Spore* qui souhaitent se tenir à jour face à toute l'information qui afflue sur le net ?

Visitez le site [ICTupdate.cta.int](http://ICTupdate.cta.int) et inscrivez-vous, vous y trouverez des liens vers des blogs et des sites intéressants. Si vous êtes déjà un peu familiarisé avec les médias sociaux et souhaitez en savoir plus, rejoignez [webzfordev.net](http://webzfordev.net) ; et pour de l'information agricole en ligne, surfez sur [ciard.net](http://ciard.net).<sup>1</sup>

<sup>1</sup> <http://www.ciard.net/virtual-fair-by-service>

## Mes 5 dates

- 1969** Encodage de mon nom sur une carte perforée et réalisation d'un calendrier Snoopy
- 1983** Construction d'un simulateur de vol pour mites dans le cadre de mon doctorat au Royaume-Uni
- 1995** Développement de mon premier portail internet depuis une région rurale d'Irlande
- 2000** Gestion de ma première entreprise en Hollande - OneWorld Europe (BV)
- 2005** Gestion d'une entreprise en Belgique
- 2009** Déménagement aux USA pour travailler pour le centre d'études IFPRI

## Attention ! Nouvelles conditions d'abonnement à Spore !

(suite de la page 25)

Or, les demandes d'abonnements à *Spore* ne cessent de croître sans que le budget du CTA pour la production et la distribution du magazine n'augmente dans de semblables proportions. Pour continuer d'assurer notre mission d'information, notamment auprès de ceux qui sont les plus démunis, nous devons donc faire des choix. Celui qui nous paraît le plus juste est de privilégier l'accès à la version papier de *Spore* aux abonnés des pays ACP, en particulier ceux qui ont le plus difficilement accès à l'Internet. Pour cette raison, les personnes ou organisations des pays non-ACP qui souhaitent s'abonner à la version papier de *Spore* doivent désormais souscrire un abonnement au prix de 36 Euros par an, frais de distribution inclus,

auprès de :

SMI (Distribution Services) Ltd

E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)

Site web : [www.earthprint.com](http://www.earthprint.com)

Tél. : + (44) 1438 748111

Fax : + (44) 1438 748844

Par ailleurs, les abonnés actuels au magazine ne pourront continuer à recevoir la version papier de *Spore* qu'à la condition qu'ils nous manifestent expressément leur intérêt.

Comment le faire ? C'est très simple : il suffit de détacher le coupon-réponse joint au porte-  
adresse de ce numéro de *Spore*, de répondre à la question et de poster le coupon sans l'affranchir (les frais de port seront payés par le CTA). Autre solution si vous avez un compte en ligne sur <http://publications.cta.int> : cliquez sur

'Mon compte' et répondez à la question relative à la continuité de votre abonnement.

Il est important que nous recevions votre coupon-réponse ou votre réponse en ligne **avant le 31 mai 2012**. Après cette date, votre abonnement papier sera automatiquement fermé. Bien entendu, *Spore* reste accessible en ligne gratuitement.

Que vous soyez ressortissant d'un pays ACP ou non, que vous mainteniez votre abonnement papier ou non, vous pouvez toujours recevoir les toutes dernières nouvelles du développement agricole et rural des pays ACP en vous abonnant gratuitement à la version électronique du magazine. Il vous suffit pour cela de vous rendre sur le site <http://publications.cta.int> et <http://spore.cta.int>.

### INTERNET

## Un nouveau site Web pour le CTA

Personne n'en doutait, notre site institutionnel avait un grand besoin d'être rafraîchi, dans sa présentation et dans ses fonctionnalités. L'aspect "classique" du site tel que vous le connaissez à ce jour ne reflète en effet pas les nouveaux choix stratégiques ni le dynamisme de l'équipe actuelle du CTA. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour développer un projet de site plus flexible, avec comme objectif prioritaire de faciliter la mise à jour et la gestion du contenu. Et nous voilà arrivés

aujourd'hui à ce stade excitant du projet où nous pouvons vous présenter ce nouveau site dans une phase test. C'est donc avec un immense plaisir que nous vous annonçons le pré-lancement du nouveau site web du CTA. Il y a encore des retouches à faire, et nous continuerons d'apporter des améliorations au cours des prochaines semaines. Cliquez sur [www.cta.int](http://www.cta.int).



## Textos

- Après consultation de nombreux partenaires et experts en octobre dernier, le CTA s'apprête à élaborer de nouveaux projets dans le domaine de la gestion des connaissances. Plus d'informations dans le prochain numéro.
- Organisations de producteurs, une nouvelle plate-forme d'information et de discussion sera bientôt disponible – affaire à suivre.
- La Note Politique n°7 du CTA sur le gaspillage alimentaire est parue. A consulter sur [www.cta.int](http://www.cta.int).

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## Le CTA en soutien au PPDA

Le CTA lance un projet de trois ans visant à contribuer au processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement agricole et rural (DAR) en Afrique, et plus particulièrement le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PPDAA). Comment ? En renforçant les pouvoirs et en développant les compétences des organisations paysannes régionales, de l'agro-industrie et des parlementaires pour qu'ils deviennent parties prenantes dans les processus politiques de DAR. Ce projet s'organise autour de plusieurs activités : la

première vise à corriger l'asymétrie de l'information entre les différents acteurs ; la seconde a pour objectif de renforcer la capacité des acteurs à pouvoir prendre une position éclairée sur toute nouvelle question qui a un impact sur les politiques de DAR. Dans une troisième activité, le CTA souhaite renforcer les compétences des paysans dans les domaines du développement institutionnel et de la négociation. La quatrième activité consiste à consolider la base des connaissances en vue de l'élaboration de politiques de DAR pertinentes.



## Résistance aux maladies

Christine E. Lyimo réagit à l'article sur les travaux de la généticienne kényane Sheila Ommeh concernant les poulets résistants à la maladie, notamment de Newcastle et de Gumboro, paru dans *Spore* 160 : "En tant que petite exploitante agricole élevant de la volaille indigène, la perspective d'avoir des poulets de meilleure qualité qui seront résistants aux maladies ne peut que me réjouir."



## Politiques alimentaires

A la lecture de l'interview de Yamar Mbodj sur l'insécurité alimentaire, publiée dans le même numéro, **Matojo Suleiman** nous écrit : "J'ai lu votre article sur la sécurité alimentaire. C'est un fait avéré : la communauté internationale n'intervient qu'à la dernière minute, lorsque la situation alimentaire est catastrophique. A mon avis, les campagnes de sécurité alimentaire devraient s'adresser à tous. Nous devons élaborer des politiques qui encouragent la production alimentaire et la conservation des aliments, tout en assurant un approvisionnement des plus démunis."

## Eviter les conflits

Toujours dans *Spore* 160, l'éditorial de notre Directeur sur le pastoralisme a retenu l'attention d'un de nos lecteurs, qui nous envoie le commentaire suivant : "Il me semble que les gouvernements des pays ACP devraient s'efforcer de mettre un terme aux conflits incessants entre les communautés pastorales et les exploitants agricoles. Souvent les bergers font paître leurs troupeaux dans les exploitations des agriculteurs."



## Spore à l'écoute

Nous nous efforçons de tout faire pour que votre magazine corresponde à vos attentes. L'un d'entre vous nous écrit : "Votre magazine a été et est toujours un allié précieux dans mon travail de conseiller du gouvernement. J'ai fini mes études il y a longtemps mais votre magazine me permet de me tenir au courant des derniers développements en matière d'agriculture." N'hésitez pas à nous communiquer vos commentaires et suggestions, ils nous aident à améliorer la qualité de ce magazine !

## Marchés du carbone accessibles ?

L'article paru dans *Spore* 159 sur les marchés du carbone a suscité la réaction suivante : "Je suis content d'apprendre qu'un projet de réhabilitation des forêts a été lancé dans la région du Mont Elgon en Ouganda, où je travaille. Les marchés du carbone, crédits carbone et mécanismes de 'développement propre', pour ne citer qu'eux, restent toutefois des concepts sans mise en œuvre réelle. Il n'est pas nécessaire de recourir à une analyse critique pour constater que la majorité des agriculteurs sont des petits exploitants qui disposent en moyenne moins d'un hectare de terrain par ménage. Ceci signifie que toute stratégie qui ne vise pas cette catégorie comme bénéficiaire a peu de chances de succès. Ces dix dernières années, plusieurs organisations (parmi lesquelles Care, Mereco, UICN) ont œuvré à la conservation et la promotion de l'agroforesterie, mais il reste des défis à relever (...). La problématique majeure est de savoir comment faciliter l'accès des petits agriculteurs au marché du carbone pour qu'ils bénéficient eux aussi des crédits carbone."

La rubrique de votre magazine sur les publications est toujours très attendue. Concernant l'Agrodok sur l'amélioration de l'incubation et de l'élevage des poussins, un lecteur nous dit : "Le monde rural est confronté à d'énormes problèmes d'insécurité alimentaire liés à de nombreuses pathologies auxquelles la volaille est confrontée à cause du manque d'attention. Les améliorations dictées dans ce livre viendront limiter les risques d'insécurité alimentaire et seront vulgarisées." Nous sommes ravis de savoir que nos publications vous aident. N'hésitez pas à consulter notre Catalogue des publications à l'adresse suivante : <http://publications.cta.int>

**Note :** *Un problème technique nous a empêchés de recueillir les noms et coordonnées de certains lecteurs qui nous ont fait part de leurs commentaires sur les articles de Spore. Nous vous prions de nous en excuser.*

## Services aux lecteurs

### Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE  
L'abonnement est :  
• gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) : s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;  
- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int).  
• payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros)  
Abonnement à souscrire auprès de SMI (Distribution Services) Ltd  
PO Box 119, Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni  
Fax : + 44 1438 748844  
E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)

### RECEVOIR LE RÉSUMÉ GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :  
<http://spore.cta.int>  
ou envoyez un e-mail vierge à :  
[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)  
Pour la version texte seulement :  
[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

### LIRE *SPORE* SUR ÉCRAN

• sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)

### Reproduire *Spore*

• Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.  
• Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable

# Parce que votre décision compte... »

Décryptez l'actualité agricole ACP.  
Analysez les options politiques d'aujourd'hui.



**Notes politiques du CTA**  
[www.cta.int/resources/policy-briefs](http://www.cta.int/resources/policy-briefs)

